



# **RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019**

## SOMMAIRE

- ***Rappel réglementaire concernant le débat d'orientations budgétaire***
- ***Le contexte économique***
- ***Les finances actuelles de la ville et rappel des résultats 2018***
- ***Le point sur la fiscalité***
- ***Les caractéristiques et les grandes masses du budget pernois***
- ***La dette de Pernes***
- ***Prospectives budgétaires et financières***
- ***Le budget annexe pour le camping municipal***

- Le DOB s'impose aux collectivités dans un délai de 2 mois précédant l'examen du budget primitif.
- Il doit faire l'objet d'un rapport comportant des informations énumérées par la loi et portant sur :
  - Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes. Sont précisées les hypothèses d'évolution en matière de concours financiers, de fiscalité, de politique tarifaire et des subventions ;
  - La présentation des engagements pluriannuels notamment en matière de programmation d'investissement ;
  - Ces orientations devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne et l'évolution du besoin de financement annuel ;
  - Les informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette et les perspectives d'endettement de la collectivité ;
  - En raison de la strate de la commune, ce rapport comporte également une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses de personnel et des effectifs (évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, du régime indemnitaire, des avantages en nature et du temps de travail).
- Le rapport doit être transmis au représentant de l'Etat et être publié.
- Ce rapport donne lieu à un débat. Celui-ci est acté par une délibération spécifique.

- Les perspectives économiques pour 2019 sont les suivantes :

Au niveau mondial, les indicateurs économiques prévoient un essoufflement de la croissance, marquée par différents facteurs (tensions commerciales et géopolitiques entre Chine et États-Unis ; difficultés des pays émergents ; incertitudes entourant le Brexit ; tensions sociales et politiques en Italie et en France )

Au niveau national, les résultats encourageants enregistrés par l'économie française en 2017 laissaient augurer une reprise économique. Mais cette dynamique s'est affaiblie en 2018. La croissance devrait s'établir à 1,5 % sur l'année. Elle s'explique principalement par la faiblesse de la consommation des ménages dont le pouvoir d'achat a été réduit par la hausse simultanée de l'inflation (1,8 % contre 1 % en 2017) et de la fiscalité (CSG, sur l'énergie). Les mouvements sociaux qui ont éclaté mi-novembre ont par ailleurs ralenti la consommation privée comme l'investissement des entreprises.

- Les prévisions pour 2019 n'indiquent pas de réelle reprise économique. Les mesures sociales prises par le gouvernement en réponse au mouvement des gilets jaunes (gel de la fiscalité sur l'énergie et le carburant, défiscalisation des heures supplémentaires, augmentation de la prime d'activité) pourraient aider à soutenir la consommation et la croissance entre 1,5 % et 1,8 %.

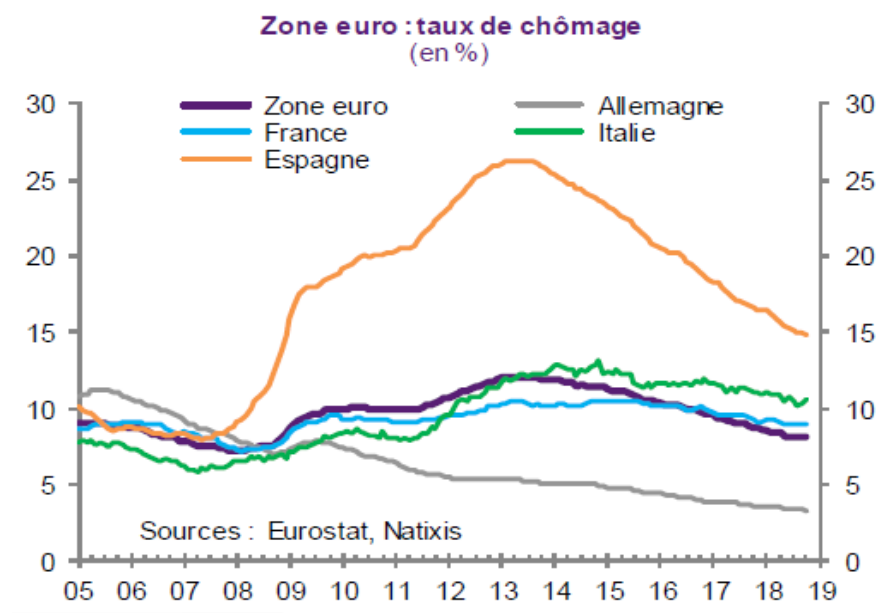
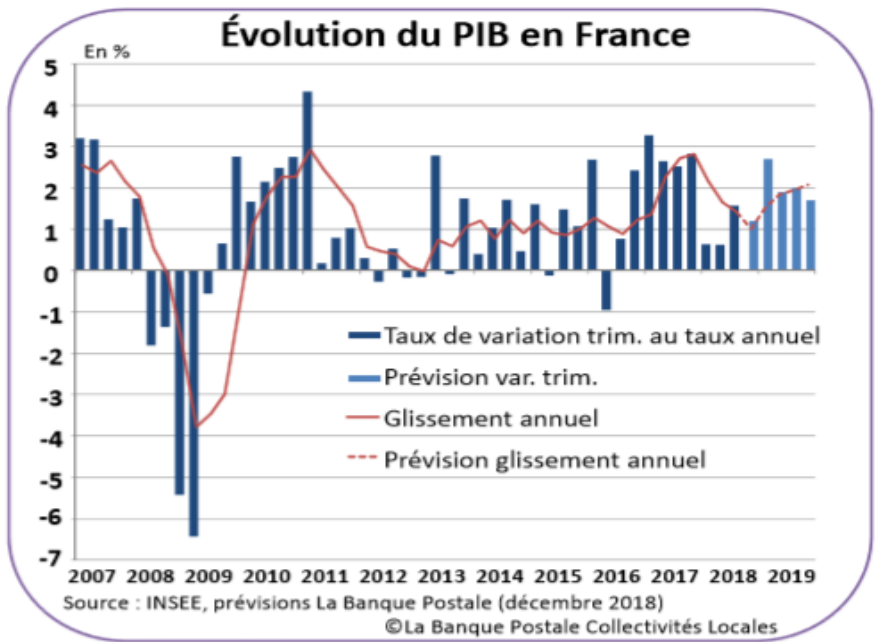
En contrepartie de ces mesures, le gouvernement a du renoncer à établir le budget 2019 en adéquation avec les critères européens (déficit inférieur au 3% du PIB).

# CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER

L'inflation française a enregistré une hausse sensible, passant de 1% en 2017 à 1,8% en 2018. Les prévisions pour 2019 sont à la baisse, estimées à 1,2% ce qui devrait redonner du pouvoir d'achat aux ménages et profiter ainsi à la consommation et à la croissance.

Le taux de chômage a atteint en 2018 son niveau le plus bas depuis 10 ans (8% des actifs). Toutefois le ralentissement de la conjoncture observé en fin d'année a freiné la dynamique du marché de l'emploi.

En définitive, tous les indicateurs économiques observés en 2018 et projetés sur 2019 ont dans leur globalité des niveaux assez similaires, laissant augurer une contexte économique toujours morose en 2019.

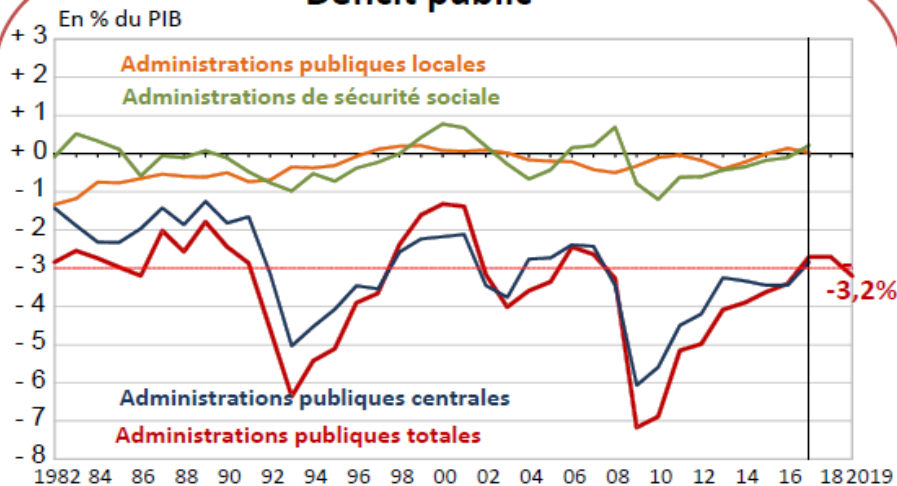


Au niveau national, la consolidation budgétaire engagée par le gouvernement pour respecter le traité de Maastricht est retardée. engagements européens.

L'objectif visant à contenir le déficit des finances publiques en dessous du seuil de 3% du PIB a été atteint en 2017, permettant à la France de sortir officiellement courant 2018 de la procédure européenne de déficit excessif ouverte à son encontre en 2009. Mais le pays a fait face en 2018 à une dégradation de ses finances publiques. De surcroît, en réponse au mouvement des gilets jaunes, le gouvernement a dû renoncer aux recettes attendues de la hausse de la fiscalité du carburant et consentir à des mesures sociales (pour un coût global de 11 Md€). La dette publique pourrait atteindre 99,5 % du PIB en 2019

## Trajectoire des finances publiques de la loi de finances pour 2019

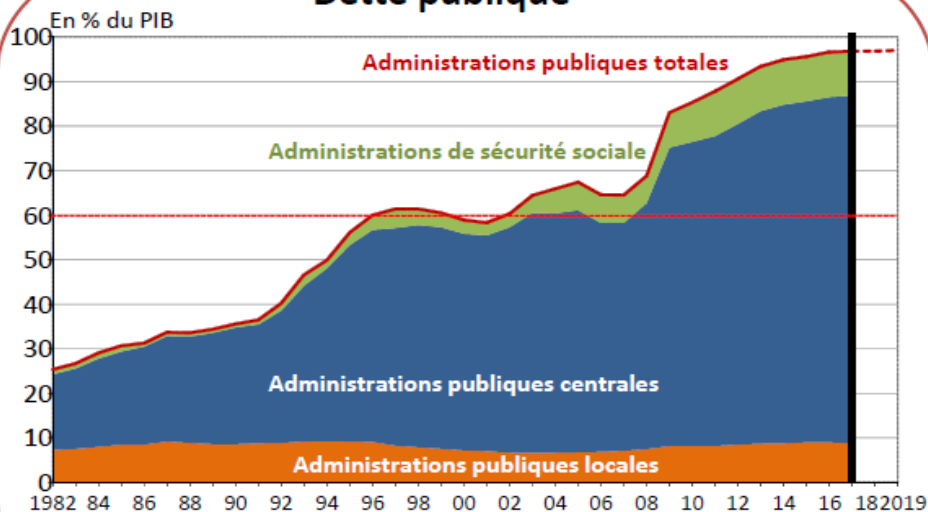
### Déficit public



Sources : Insee (Comptes nationaux Base 2014, provisoire 2017),  
et loi de finances 2019 pour 2018-2019

©La Banque Postale Collectivités Locales

### Dette publique



Sources : Insee (Comptes nationaux Base 2014, provisoire 2017),  
estimations 2018-2019 d'après prévision de déficit de la loi de finances 2019

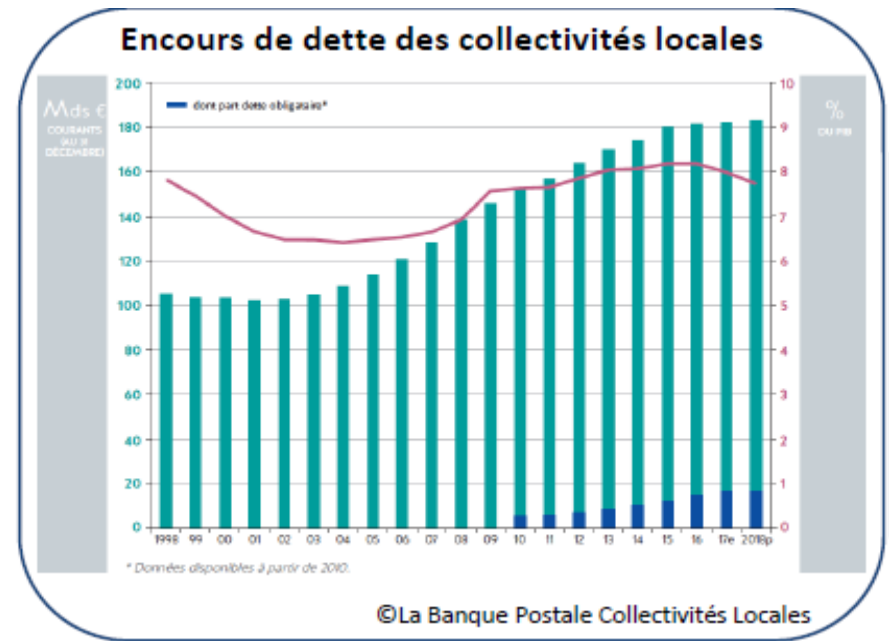
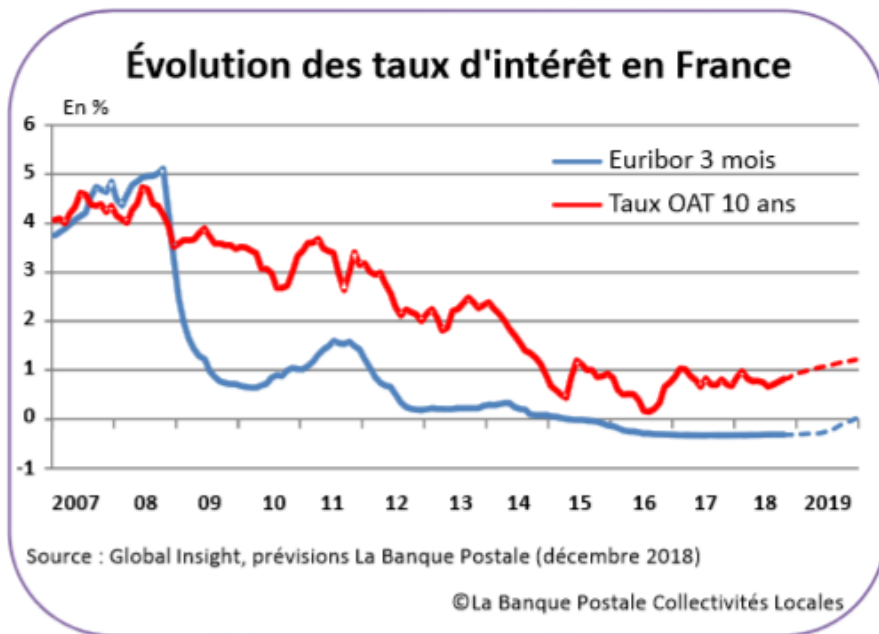
©La Banque Postale Collectivités Locales

# CONTEXTE FINANCIER : MAINTIEN DE BONNES CONDITIONS DE CREDITS

Suite à la crise financière et économique débutée en 2008, les banques centrales ont mis en place des politiques monétaires exceptionnellement accommodantes pour soutenir l'économie. Celles-ci ont entraîné une baisse historique des niveaux des taux d'intérêt en faveur des ménages, des entreprises et des emprunteurs publics.

Les collectivités ont largement bénéficié de ces conditions très favorables.

Toutefois, la persistance à l'horizon fin 2019 de ces conditions plancher apparaît de plus en plus improbable.



# PRESSION GOUVERNEMENTALE SUR LES FINANCES LOCALES

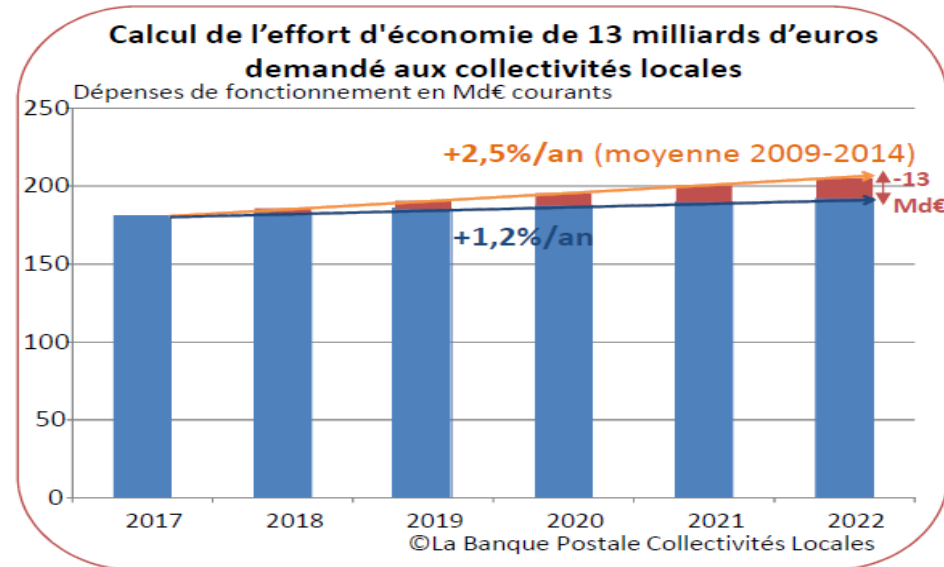
Depuis plusieurs années, les finances publiques locales sont associées aux efforts nationaux pour aboutir à un redressement. Car la constitution d'excédents budgétaires par les administrations publiques locales contribue à limiter les déficits publics cumulés. Dans cet objectif, l'Etat enjoint les collectivités à limiter leurs dépenses publiques à 1,2% par an. Les grosses collectivités sont invitées par l'Etat à contenir leurs dépenses après contrat.

Une économie de 13 Milliards d'euros cumulés est attendue à l'horizon de 2022 grâce à l'épargne et à un moindre recours à l'emprunt.

Objectif national d'évolution des dépenses de fonctionnement	Évolution annuelle moyenne 2018/2022
Collectivités locales	+ 1,2 %
Communes	+ 1,1 %
Groupements à fiscalité propre	+ 1,1 %
Départements	+ 1,4 %
Régions	+ 1,2 %

Budgets principaux + budgets annexes  
Sources : Art. 13 LPFP 2018-2022  
+ « Transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales »  
annexé au PLF 2018

**322 collectivités sont concernées par le contrat (budget > 60 M€)**



Réduction du besoin de financement* des collectivités locales	2018	2019	2020	2021	2022
Annuel (en Md€)	-2,6	-2,6	-2,6	-2,6	-2,6
Cumulé (en Md€)	-2,6	-5,2	-7,8	-10,4	-13

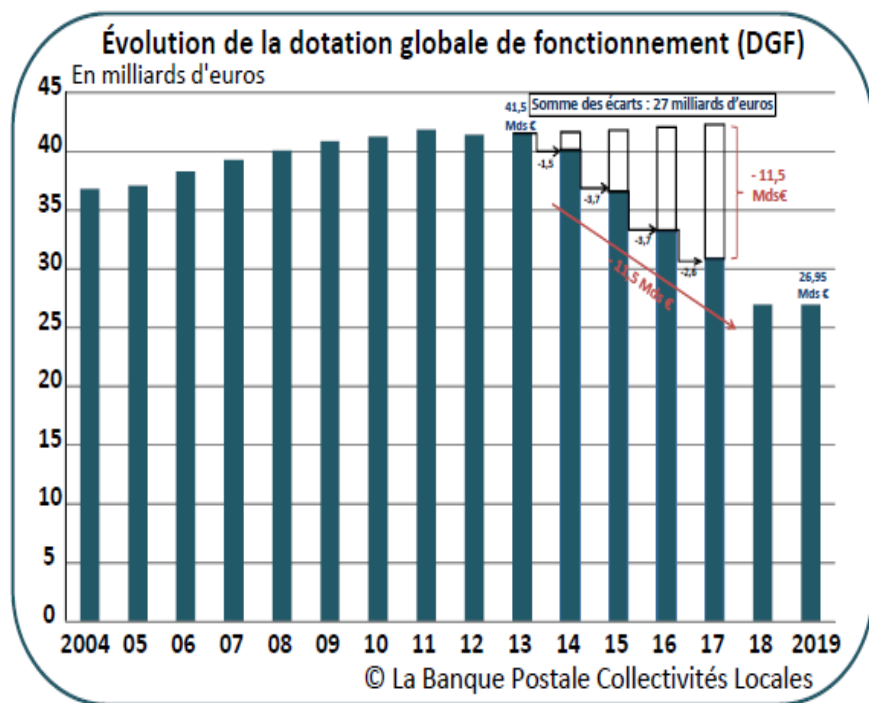
Budgets principaux + budgets annexes  
Source : Art. 13 LPFP 2018-2022

\* Besoin de financement : emprunts - remboursements

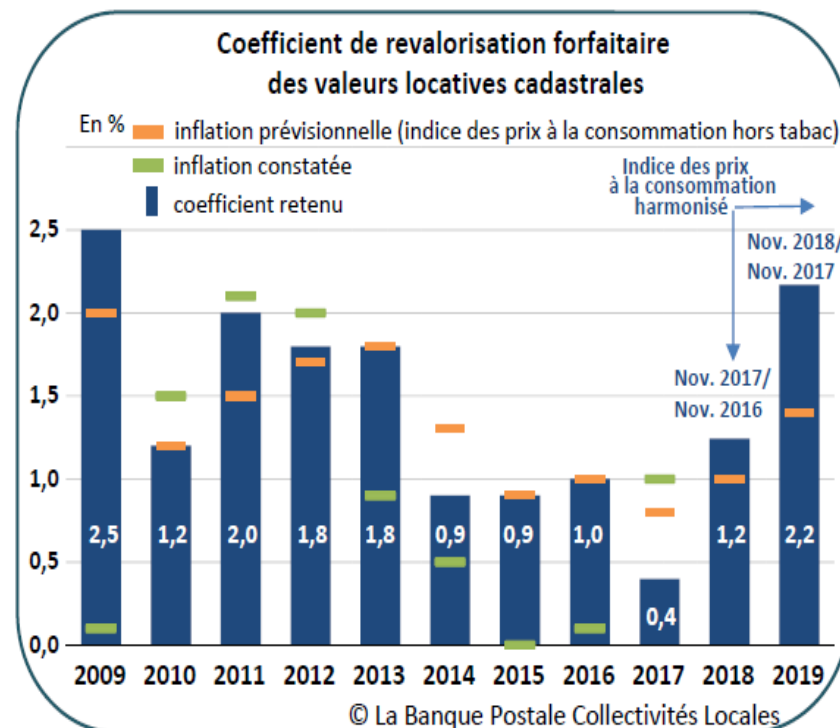
Les collectivités publiques locales doivent contraindre leurs dépenses. Cette nécessité répond prioritairement à la restriction de leur part de recettes issues des concours financiers de l'Etat. Si l'enveloppe financière globale est quasi stabilisée, la répartition et le nombre de bénéficiaires évoluent, impactant fortement les finances de nombreuses collectivités.

Après 5 années de baisse, la DGF est en 2019 stabilisée à l'enveloppe de 2018, soit presque 27 Mds €.

Au niveau des recettes fiscales, le coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives est porté en 2019 à 2,2 % contre 1,2 % en 2018. C'est un facteur favorable aux équilibres budgétaires.



3,96 Mds €



La réforme de la taxe d'habitation sur la résidence principale prévoit le dégrèvement progressif sur les trois années à venir de 80 % sous condition de ressources des contribuables. Le revenu fiscal de référence servira de condition à l'octroi du dégrèvement.

En 2018, le dégrèvement a porté sur 30 % de la taxe d'habitation des ayants droits. 65 % en 2019 et 100% en 2020.

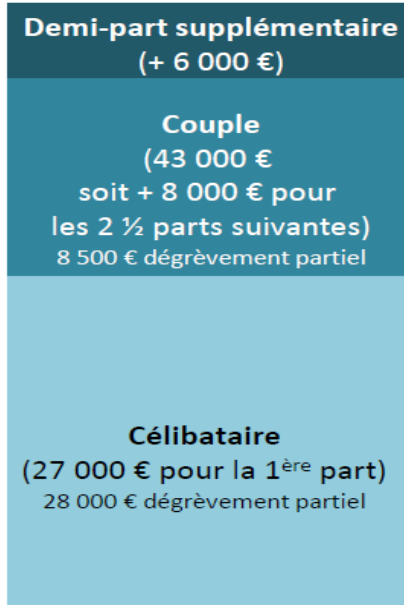
L'État a prévu de compenser intégralement les collectivités locales des dégrèvements accordés.

### Article 5 LFI : Dégrèvement de taxe d'habitation (TH) sur la résidence principale

Impact pour les 80% de ménages « dégrévés »

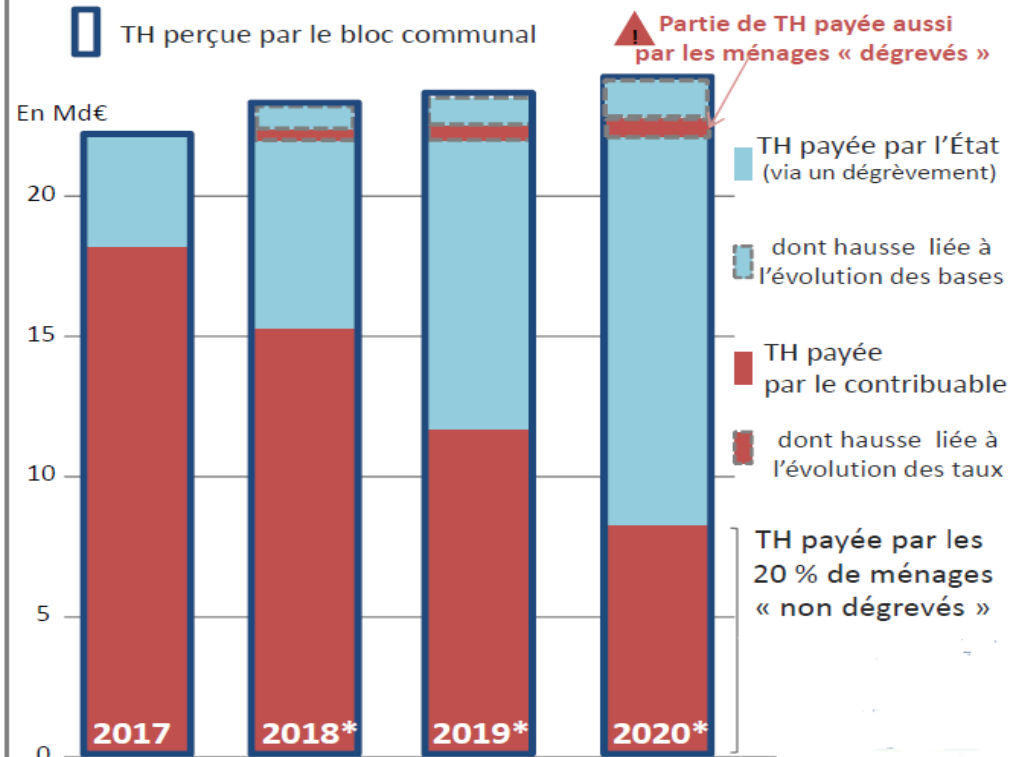
2018	2019	2020
- 30 %	- 65 %	- 100 %

Revenu fiscal de référence maximum pour bénéficiaire du dégrèvement



29/01/2018

Impact sur le produit perçu par les collectivités locales



© LA BANQUE POSTALE COLLECTIVITES LOCALES \*Evolutions bases/taux purement théoriques

# SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE DE PERNES LES FONTAINES

## Les caractéristiques du budget pernois

### Indicateurs financiers réglementaires - RATIOS

	Pernes les Fnes Gestion 2018	Pernes les Fnes Gestion 2017	Pernes les Fnes Gestion 2016	Moyenne nationale 10000 - 20000 hab 2016 (DGCL)	
Population pernoise retenue : population recensée + comptés à part	9 807 habitants	10 069 habitants	10 402 habitants		
Dépenses réelles fonctionnement (hors travaux regie)/population	951,51 €	953,86 €	944,48 €	1 107,00 €	
Produit des impositions directes/population	612,89 €	581,19 €	532,61 €	567,00 €	
Recettes réelles de fonctionnement/population	1 104,64 €	1 108,10 €	1 094,85 €	1 299,00 €	
Dépenses d'équipement brut (y compris travaux régie)/pop.	185,29 €	153,44 €	127,70 €	247,00 €	
Encours de la dette au 31-12/population	633,04 €	670,50 €	717,97 €	931,00 €	
Dotation globale de fonctionnement/population	117,08 €	130,94 €	147,10 €	190,00 €	
Dépenses de personnel/depenses réelles de fonctionnement	57,37%	57,96%	55,45%	58,80%	
Dépenses de fonct & remb. dette en capital/Recettes réelles de fonctionnement (MAC)	92,97%	92,59%	92,97%	92,30%	
Dépenses d'équipement brut/Recettes réelles de fonctionnement (taux d'équipement)	16,77%	13,86%	11,66%	19,00%	
Encours de dette au 31-12/Recettes réelles de fonctionnement (taux d'endettement)	57,31%	60,56%	65,58%	71,70%	
Capacité désendettement : Encours de dette/épargne brute (en années)	4,44 ans	4,63 ans	5,07 ans		
	Pernes les Fnes Gestion 2018 prévisionnels	Pernes les Fnes Gestion 2017 publiés	Moyenne strate départementale 2017 (DGFIP)	Moyenne strate régionale 2017 (DGFIP)	Moyenne strate nationale 2017 (DGFIP)
Après retraitements comptables par la DDFiP :					
Population pernoise retenue : population recensée + compté à part	9 807 habitants	10 069 habitants			
Dépenses réelles fonctionnement (hors travaux regie)/population	928,89 €	921,32 €	1 173,00 €	1 323,00 €	1 116,00 €
Produit des impositions directes/population	612,89 €	581,19 €	566,00 €	676,00 €	550,00 €
Recettes réelles de fonctionnement/population	1 081,79 €	1 074,60 €	1 347,00 €	1 535,00 €	1 295,00 €
Dépenses d'équipement brut (y compris travaux régie)/pop.	193,87 €	153,96 €	296,00 €	375,00 €	300,00 €
Encours de la dette au 31-12 (y compris cautions)/population	634,47 €	671,95 €	1 133,00 €	1 166,00 €	893,00 €
Dotation globale de fonctionnement/population	117,08 €	130,94 €	90,00 €	103,00 €	177,00 €
Dépenses de personnel (nettes)/depenses réelles de fonctionnement	58,66%	59,76%	63,75%	58,27%	59,15%
Dépenses d'équipement brut/Recettes réelles de fonctionnement	17,92%	14,33%	21,97%	24,43%	23,17%
Encours de dette au 31-12 (y. c. cautions)/Recettes réelles de fonctionnement	58,65%	62,53%	84,11%	75,96%	68,96%
Capacité désendettement : Encours de dette bancaires et assimilées /épargne brute		3,85 ans	6,47 ans	5,24 ans	4,92 ans

# LES RESULTATS 2018 DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

## Dépenses

<b>Charges à caractère général</b>	2 412 332,88
<b>Charges de personnel</b>	5 353 491,19
<b>Atténuation de produits</b>	301 603,40
<b>Charges de gestion courante</b>	1 167 574,45
<b>Intérêts de la dette</b>	195 495,03
<b>Charges exceptionnelles</b>	2,00
<b>Opérations d'ordre</b>	736 548,68
<b>TOTAL</b>	<b>10 167 047,63</b>

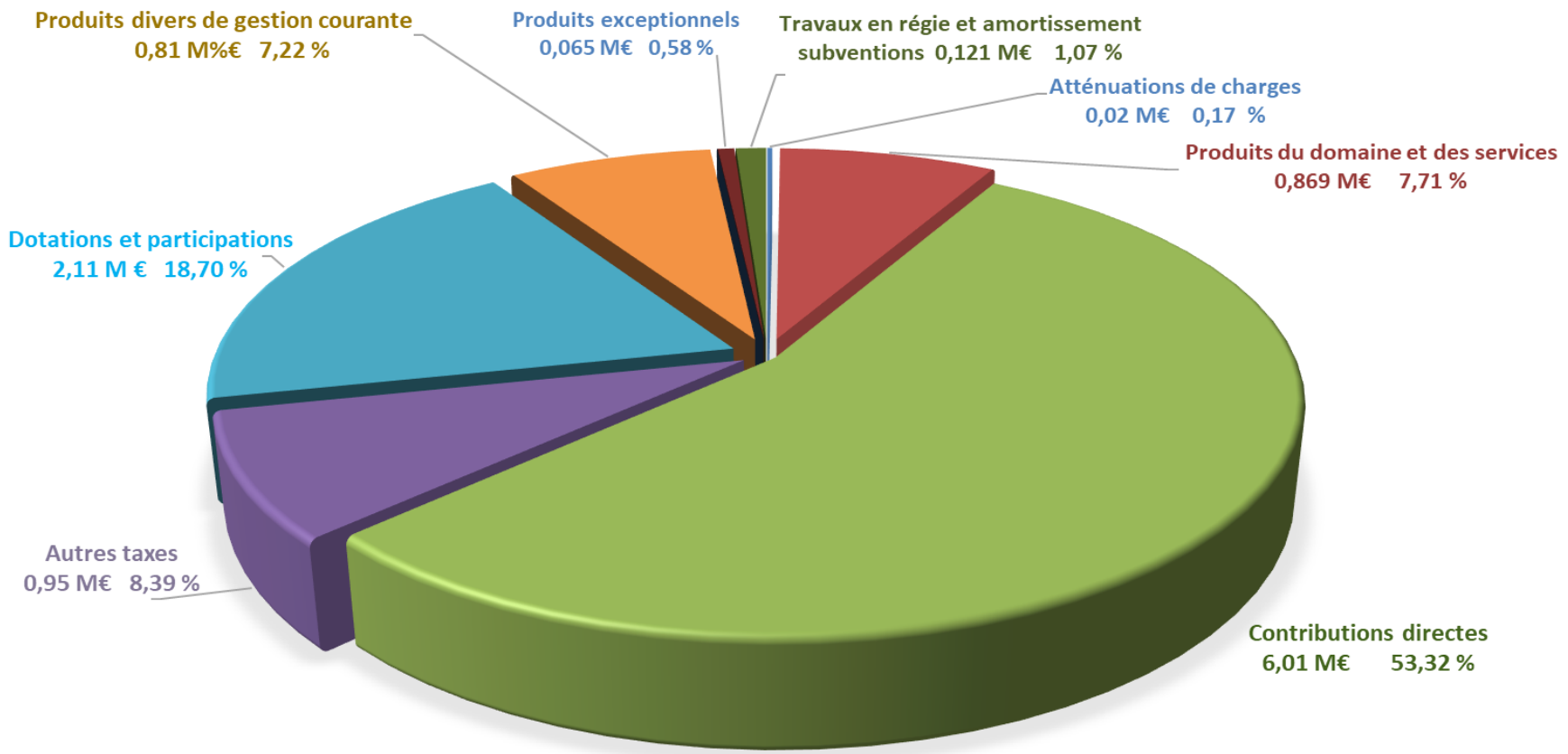
## Recettes

<b>Produits des services</b>	869 376,16
<b>Impôts et taxes</b>	6 956 528,29
<b>Dotations et participations</b>	2 108 423,41
<b>Produits de gestion courante</b>	813 864,45
<b>Atténuations de charges</b>	19 307,96
<b>Produits financiers</b>	26,88
<b>Produits exceptionnels</b>	63 383,82
<b>Produits des cessions</b>	2 250,00
<b>Opérations d'ordre</b>	120 070,22
<b>Report excédent N-1</b>	103 709,70
<b>TOTAL</b>	<b>11 056 976,77</b>

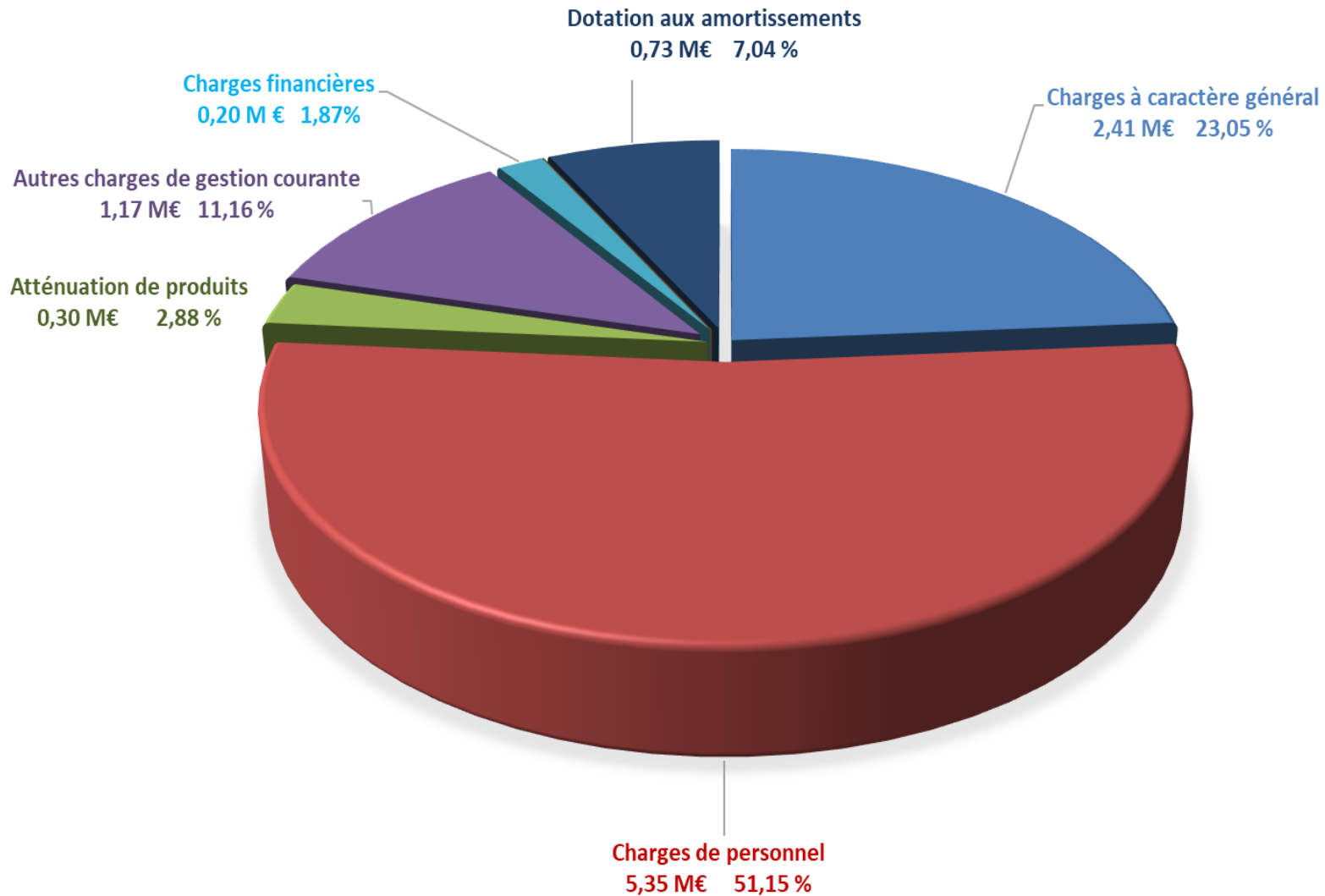
**Résultat de fonctionnement 2018 : + 889 929,14 €**

**dont 1 913,24 € resteront disponibles à l'équilibre de la section de fonctionnement du budget 2019 après affectation des résultats**

# UN BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE 11,05 M€ DE RECETTES DONT 103 106€ D'EXCÉDENT ANTÉRIEUR

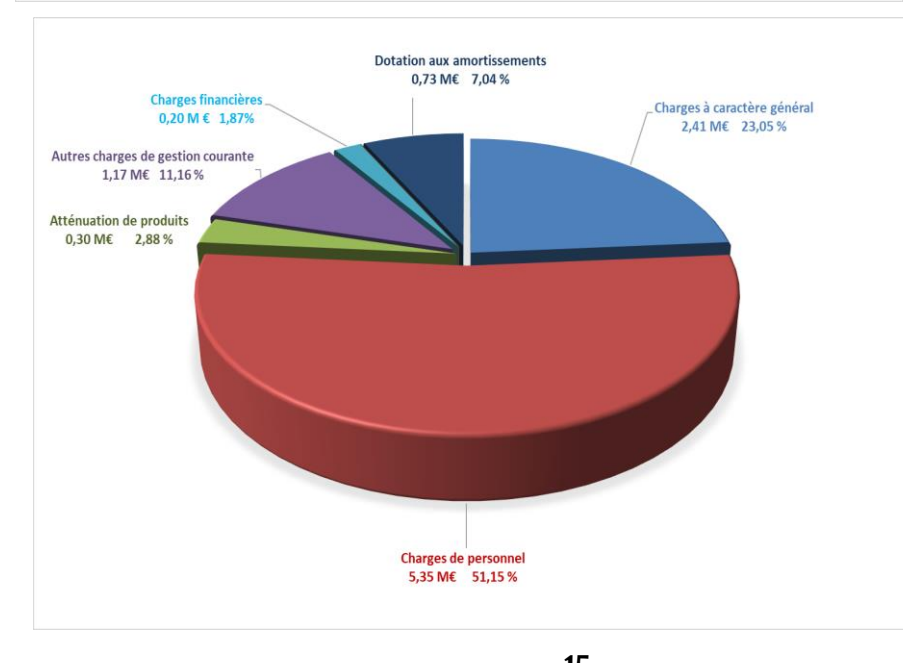
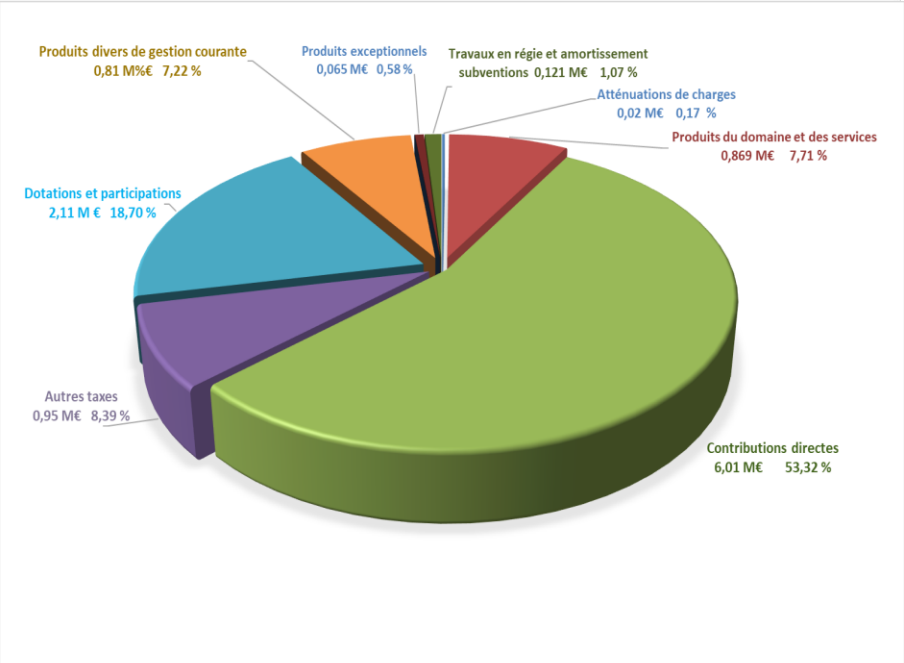
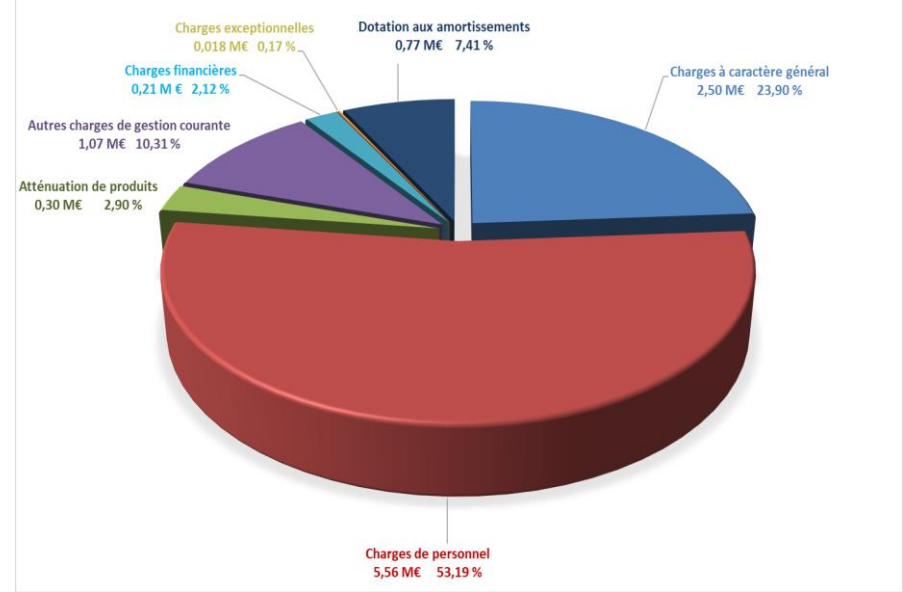
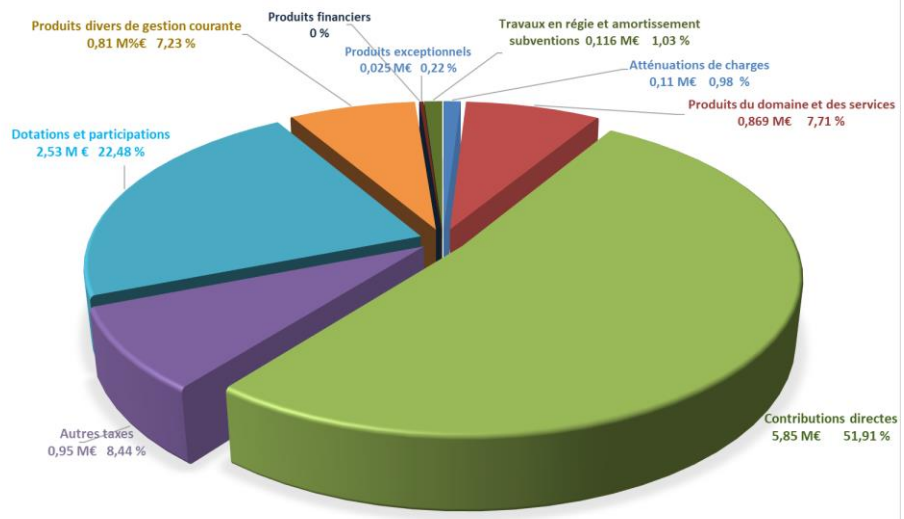


# POUR FINANCER LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT 10,16 M€



# ÉVOLUTION DU VOLUME BUDGÉTAIRE DE FONCTIONNEMENT 2018/2017 : - 3%

REÇU EN PREFECTURE  
le 06/05/2019  
Application agréée E-legalite.com  
99\_DE-084-218400885-20190506-DE\_21032019



**DÉPENSES : 10,16 M€**

**Dont DRF : 9,43 M€**

**CHARGES A CARACTERE GÉNÉRAL 2,41M€**

Achats, entretien et réparations, services,...

**FRAIS DE PERSONNEL 5,35 M€**

Traitements bruts, charges patronales  
 Médecine du travail, assurance du personnel,  
 Plurélya

**CHARGES DE GESTION COURANTE 1,16 M€**

Subventions, participations aux EPCI,  
 Contribution SDIS, CCAS  
 Indemnités des élus,...

**ATTÉNUATIONS DE PRODUITS 0,30 M€**

Pénalités SRU, FPIC

**INTÉRÊTS DES EMPRUNTS 0,19 M€**

**DOTATION AUX AMORTISSEMENTS,  
 ET ÉCRITURES D'ORDRE BUDGÉTAIRE 0,73 M€**

**AUTOFINANCEMENT BRUT TOTAL 1,40 M€**

**RECETTES : 11,05 M€**

**Dont RRF : 10,83 M€**

**PRODUITS DE L'EXPLOITATION ET  
 DU DOMAINE 0,87 M€**

Redevances, droits, produits des régies

**PRODUITS DE LA FISCALITÉ LOCALE 6,95 M€**

3 taxes  
 Attribution de compensation,  
 Taxe d'électricité,  
 Taxe add. aux droits d'enregistrement et mutation  
 Droits de place  
 FPIC

**DOTATIONS 2,10 M€**

DGF, DSU, DNP  
 Compensations pour exonérations,  
 Participations aux emplois aidés,  
 Prestations CAF : PSU et PSO

**AUTRES PRODUITS DE GESTION 0,81 M€**

Revenus des immeubles,  
 Prestation CAF & MSA pour contrat temps libre

**PRODUITS EXCEPTIONNELS 0,06 M€**

**ÉCRITURES D'ORDRE BUDGÉTAIRE 0,12 M€**

Travaux en régie, amortissement des subventions

**EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTÉ 0,103 M€**

# L'AUTOFINANCEMENT BRUT COUVRE LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE

## L'EXCÉDENT DISPONIBLE EST L'AUTOFINANCEMENT NET

### DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

**DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT** 1,81 M€

Acquisitions immobilières et mobilières  
Subventions d'équipement versées  
Documents d'urbanisme

Travaux en cours

**REMBOURSEMENT DU CAPITAL** 0,743 M€  
annuités des emprunts et rentes viagères

### RECETTES D'INVESTISSEMENT

**DOTATIONS ET FONDS DIVERS** 1,16 M€

Fonds de compensation de la TVA  
Taxe d'aménagement  
Mise en réserves sur résultat n-1

**SUBVENTIONS** 0,22 M€

Etat, Région, Département,  
Produits des amendes de police

**EXCÉDENT INVESTISSEMENT REPORTÉ** 0,3M€

**PÉNALITÉS SUR MARCHÉS PERCUES**

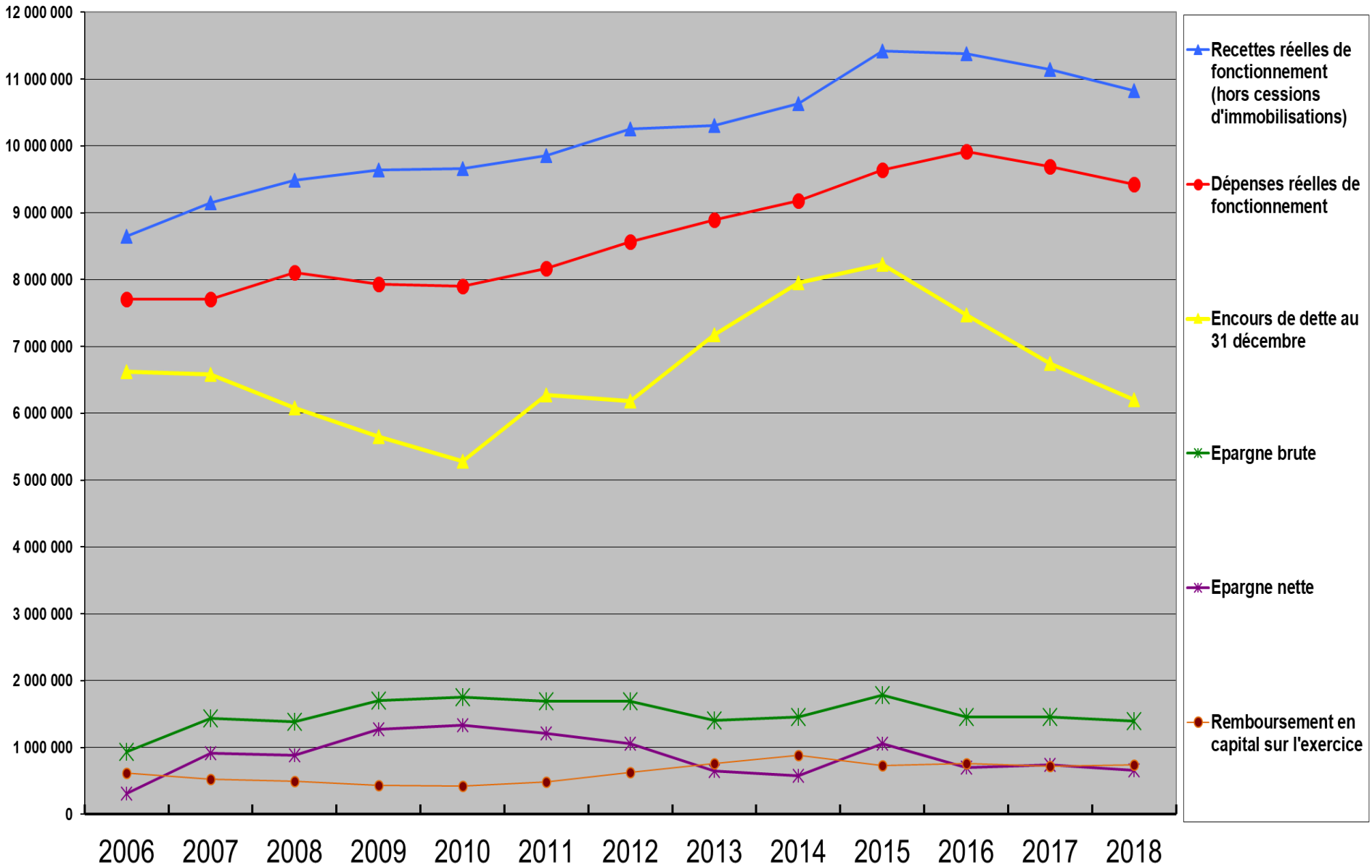
**EMPRUNTS RECOUVRÉS** 0,2 M€

**AUTOFINANCEMENT NET** 0,657 M€

**AUTOFINANCEMENT BRUT**

# Évolutions réelles des composantes du budget pernois

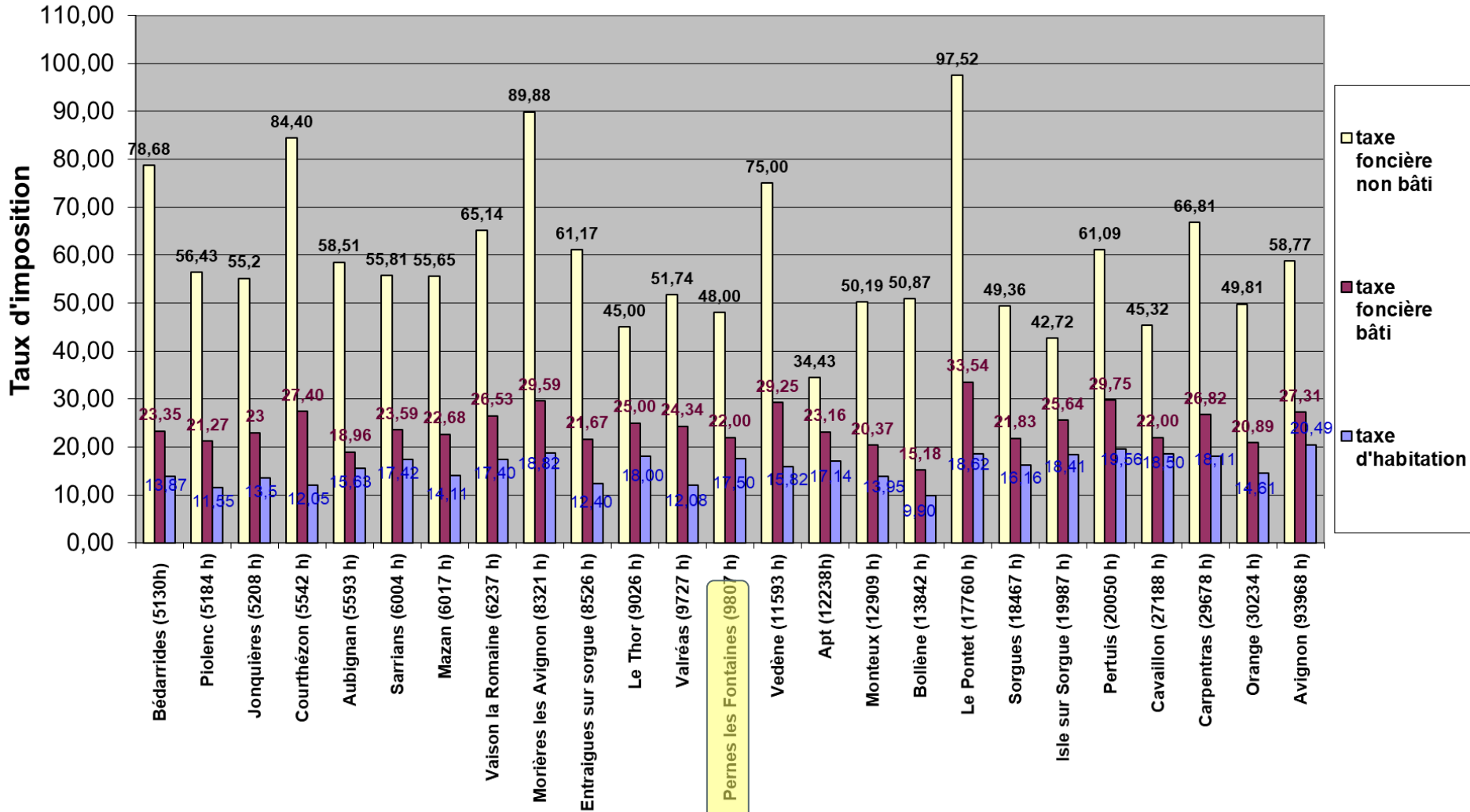
REÇU EN PREFECTURE  
le 06/05/2019  
Appréciation: M. E. Legalle.com  
99\_DE=084-218400885-20190506-DE\_21032019



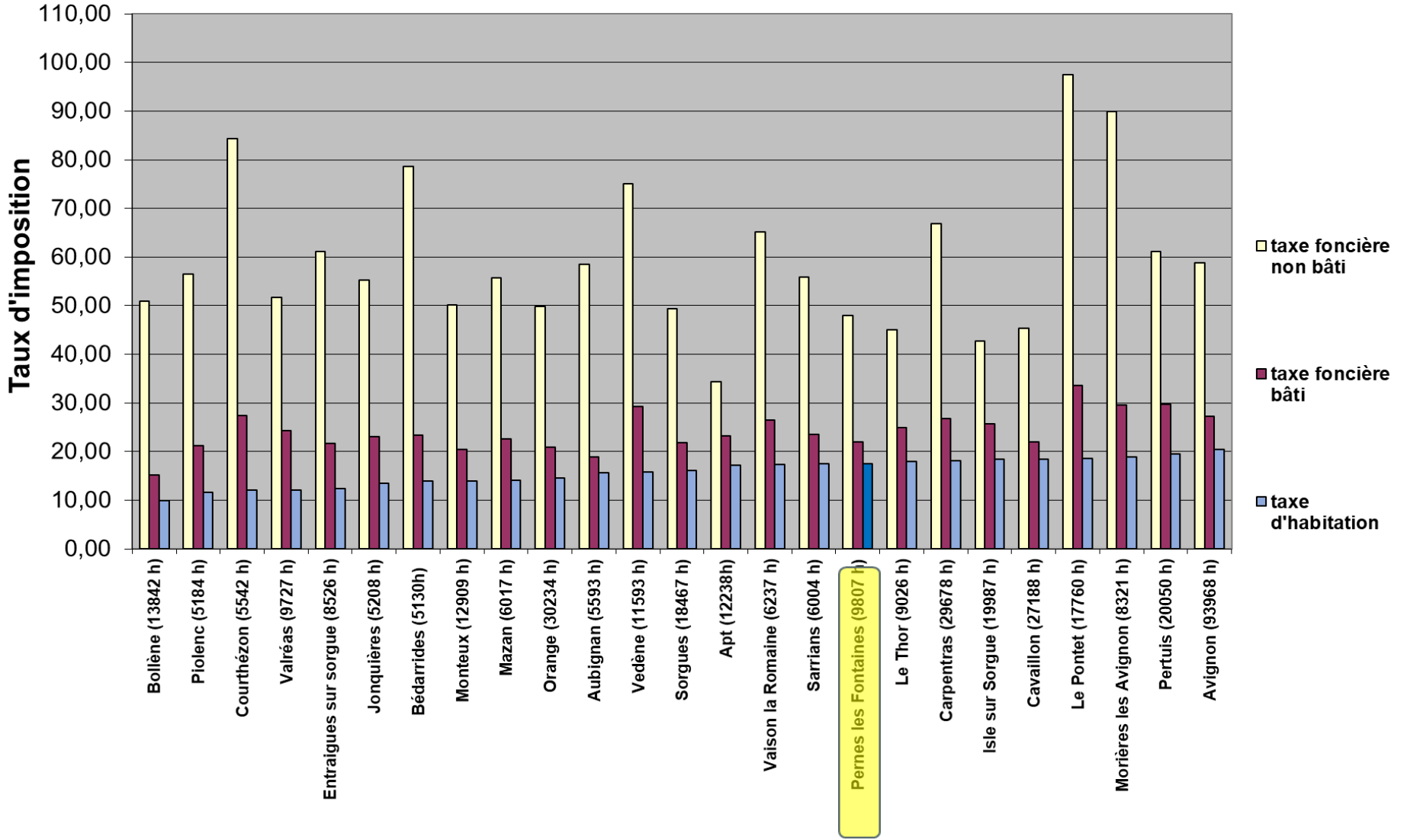
# FISCALITÉ DIRECTE LOCALE

## OÙ SE SITUE PERNES ?

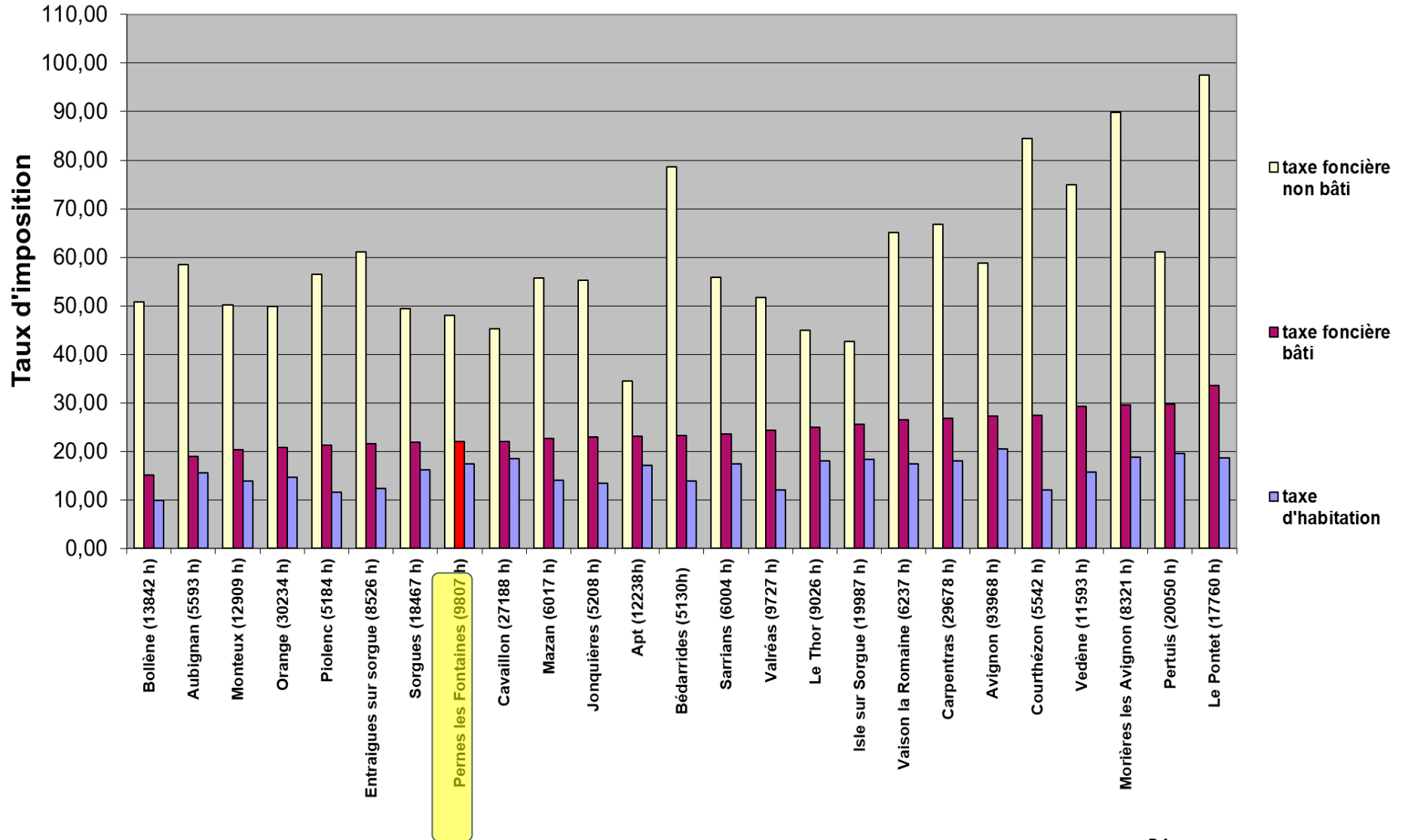
### Fiscalité des communes de plus de 5 000 habitants en Vaucluse classement par population en 2018



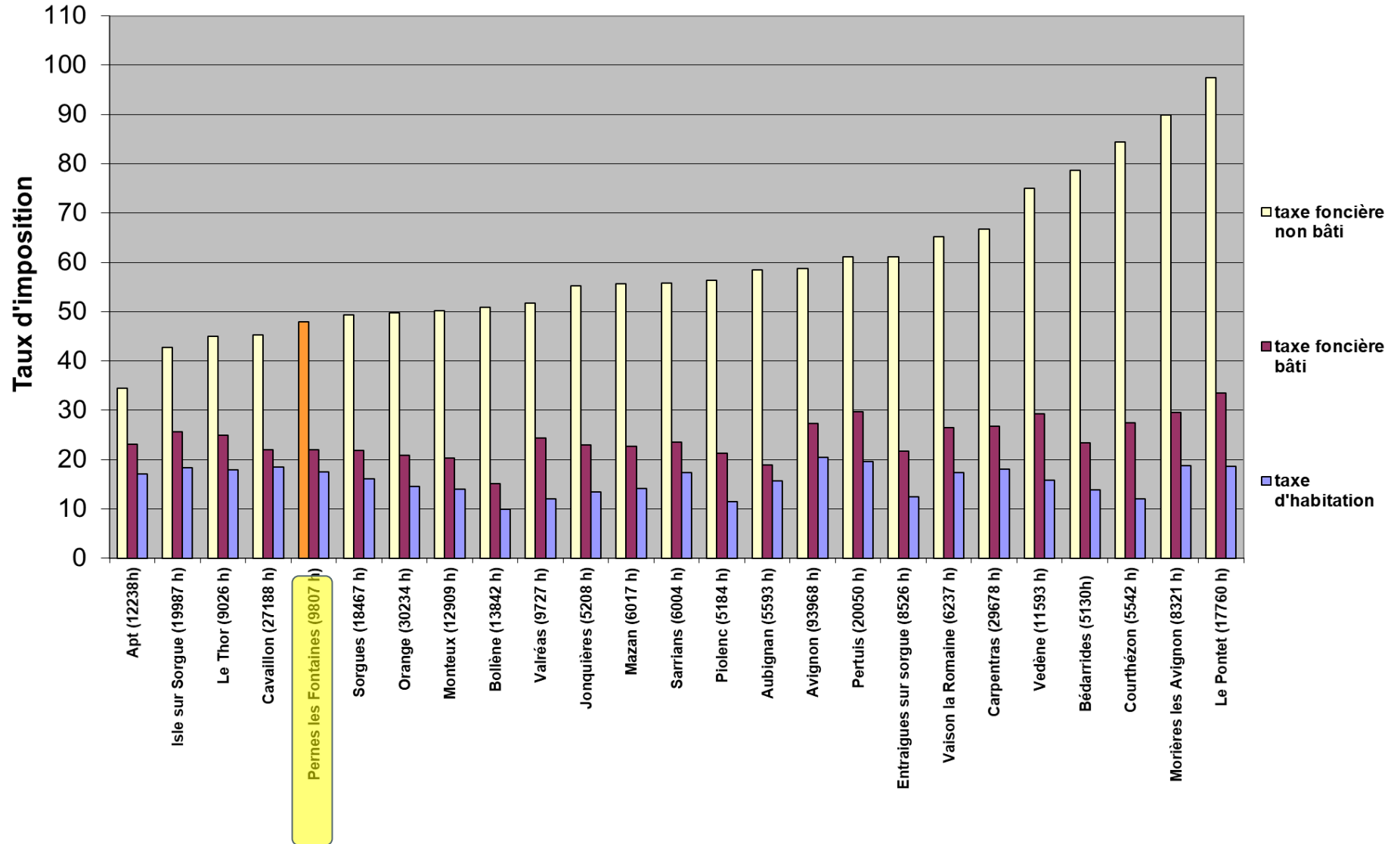
## Fiscalité des communes de plus de 5 000 habitants en vaucluse classement par **taxe d'habitation** en 2018



## Fiscalité des communes de plus de 5 000 habitants en vaucluse classement par **taxe foncière sur propriétés bâties** en 2018



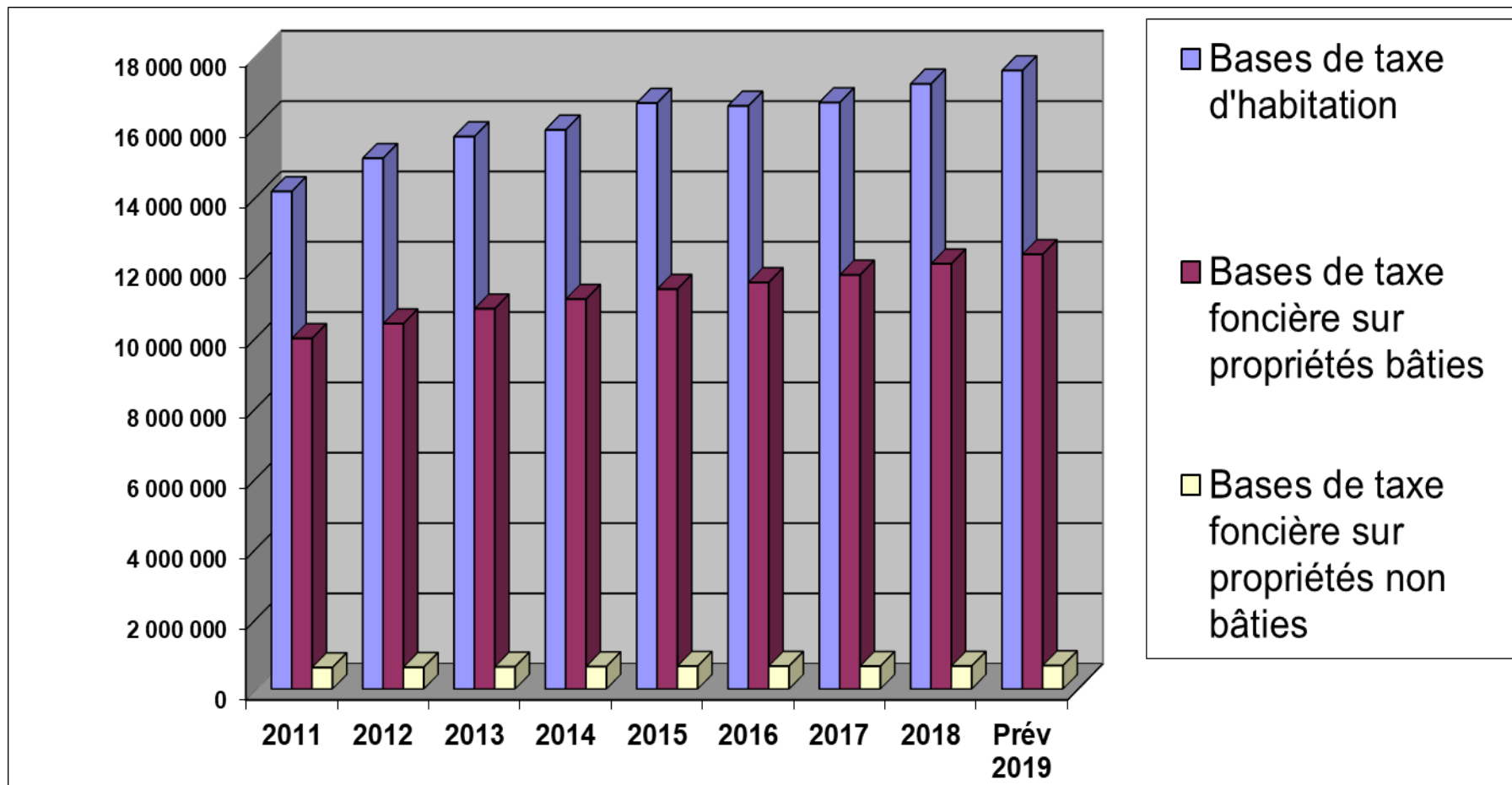
## Fiscalité des communes de plus de 5 000 habitants en vaucluse classement par **taxe foncière sur propriétés non bâties** en 2018



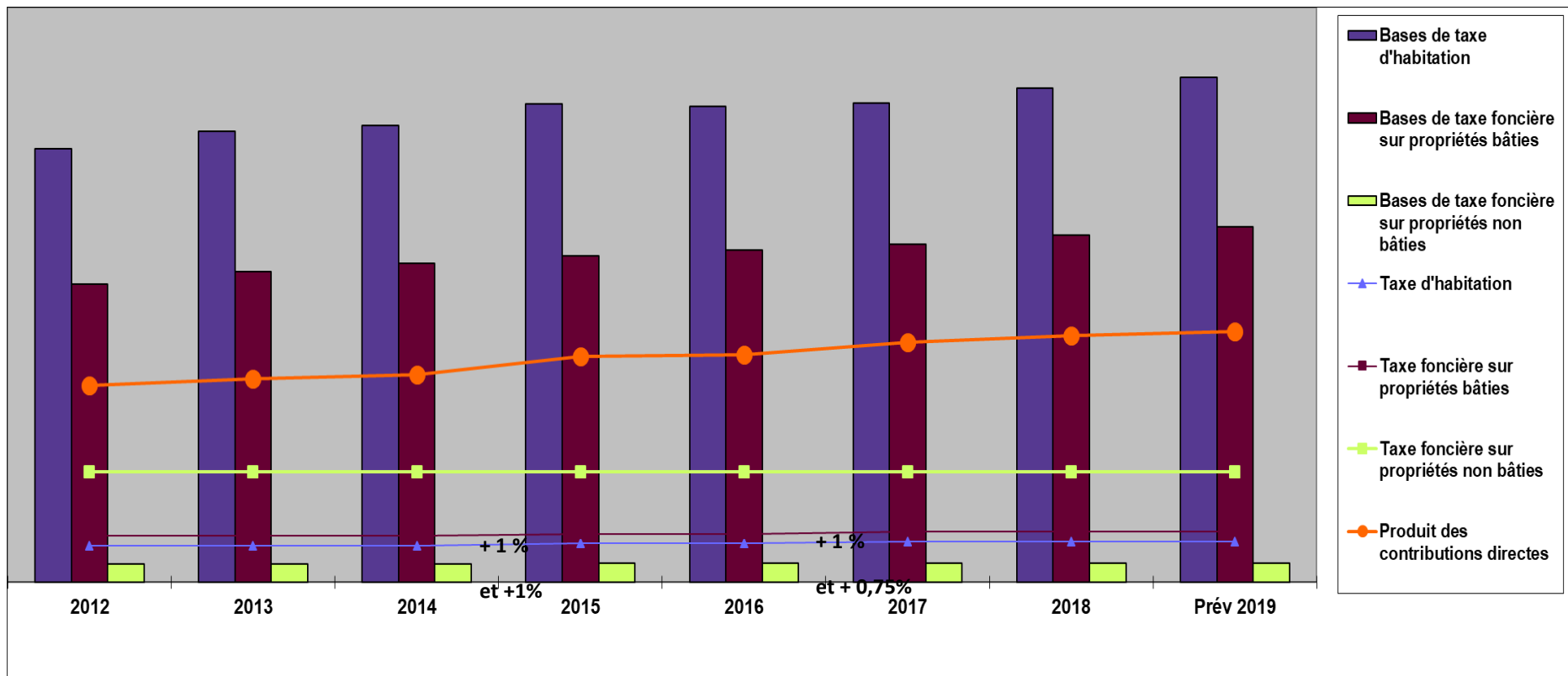
# EVOLUTION DES BASES FISCALES COMMUNALES

**BASES COMMUNALES** (au vu de l'état 1288) :

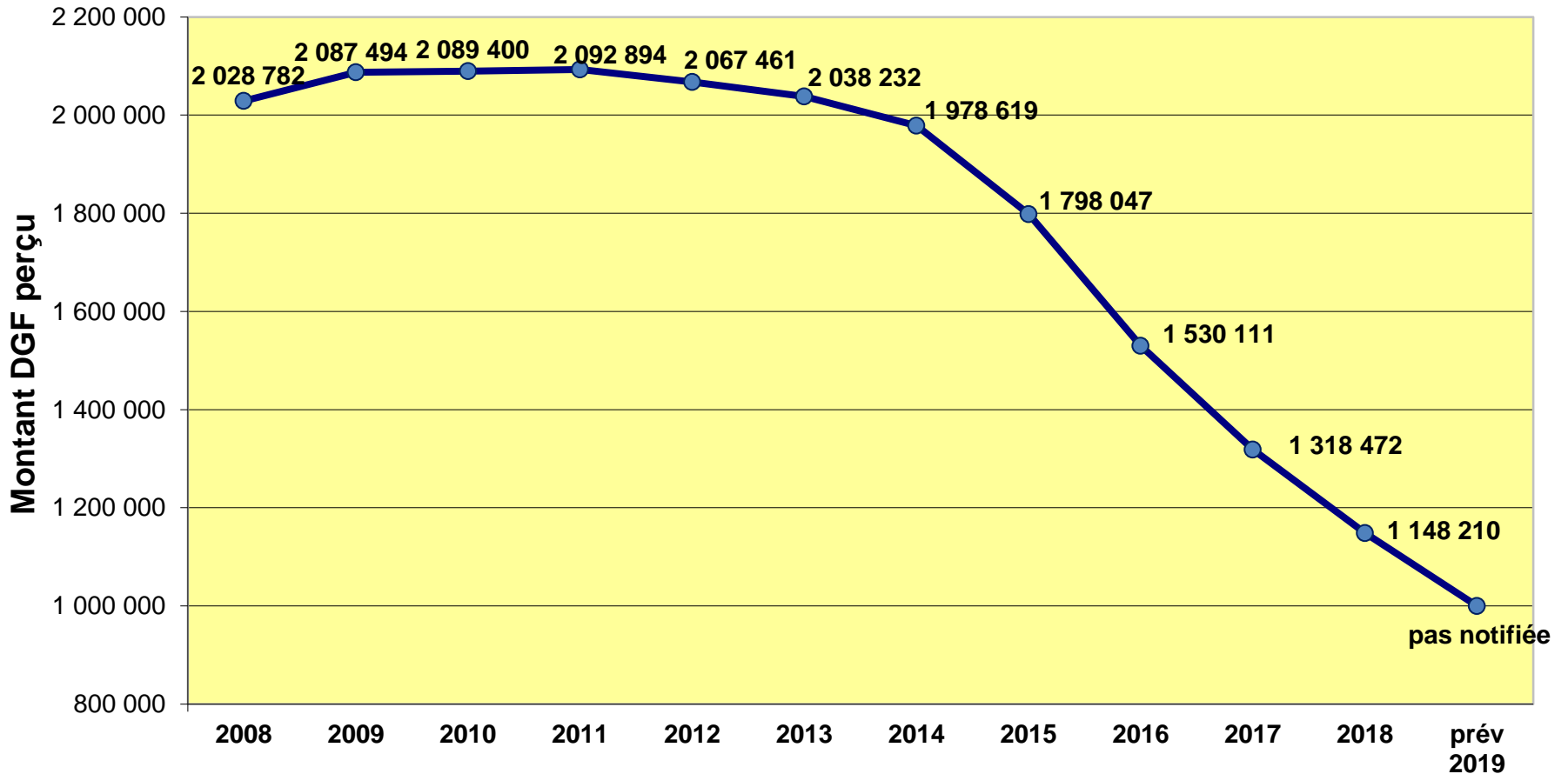
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Bases de taxe d'habitation	13 354 775	14 151 515	15 093 957	15 710 378	15 903 166	16 663 041	16 582 785	16 679 686	17 210 387
Bases de taxe foncière sur propriétés bâties	9 567 546	9 971 821	10 390 665	10 814 571	11 086 921	11 373 173	11 563 452	11 775 843	12 094 725
Bases de taxe foncière sur propriétés non bâties	604 702	612 003	620 519	631 918	638 595	650 356	652 560	648 831	653 521



	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
<b>TAUX COMMUNAUX :</b>								à taux constant
Taxe d'habitation	15,75%	15,75%	15,75%	<b>16,75%</b>	16,75%	<b>17,50%</b>	17,50%	17,50%
Taxe foncière sur propriétés bâties	20,00%	20,00%	20,00%	<b>21,00%</b>	21,00%	<b>22,00%</b>	22,00%	22,00%
Taxe foncière sur propriétés non bâties	48,00%	48,00%	48,00%	48,00%	48,00%	48,00%	48,00%	48,00%
								revalorit° 2,2 %
<b>BASES COMMUNALES (au vu de l'état 1288) :</b>								
	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>Prév 2019</b>
Bases de taxe d'habitation	15 093 957	15 710 378	15 903 166	16 663 041	16 582 785	16 679 686	17 210 387	17 589 016
Bases de taxe foncière sur propriétés bâties	10 390 665	10 814 571	11 086 921	11 373 173	11 563 452	11 775 843	12 094 725	12 360 809
Bases de taxe foncière sur propriétés non bâties	620 519	631 918	638 595	650 356	652 560	648 831	653 521	667 898
<b>PRODUIT DES CONTRIBUTIONS DIRECTES</b>	<b>4,786 M€</b>	<b>4,959 M€</b>	<b>5,060 M€</b>	<b>5,512 M€</b>	<b>5,540 M€</b>	<b>5,851 M€</b>	<b>6,011 M€</b>	<b>6,118 M€</b>



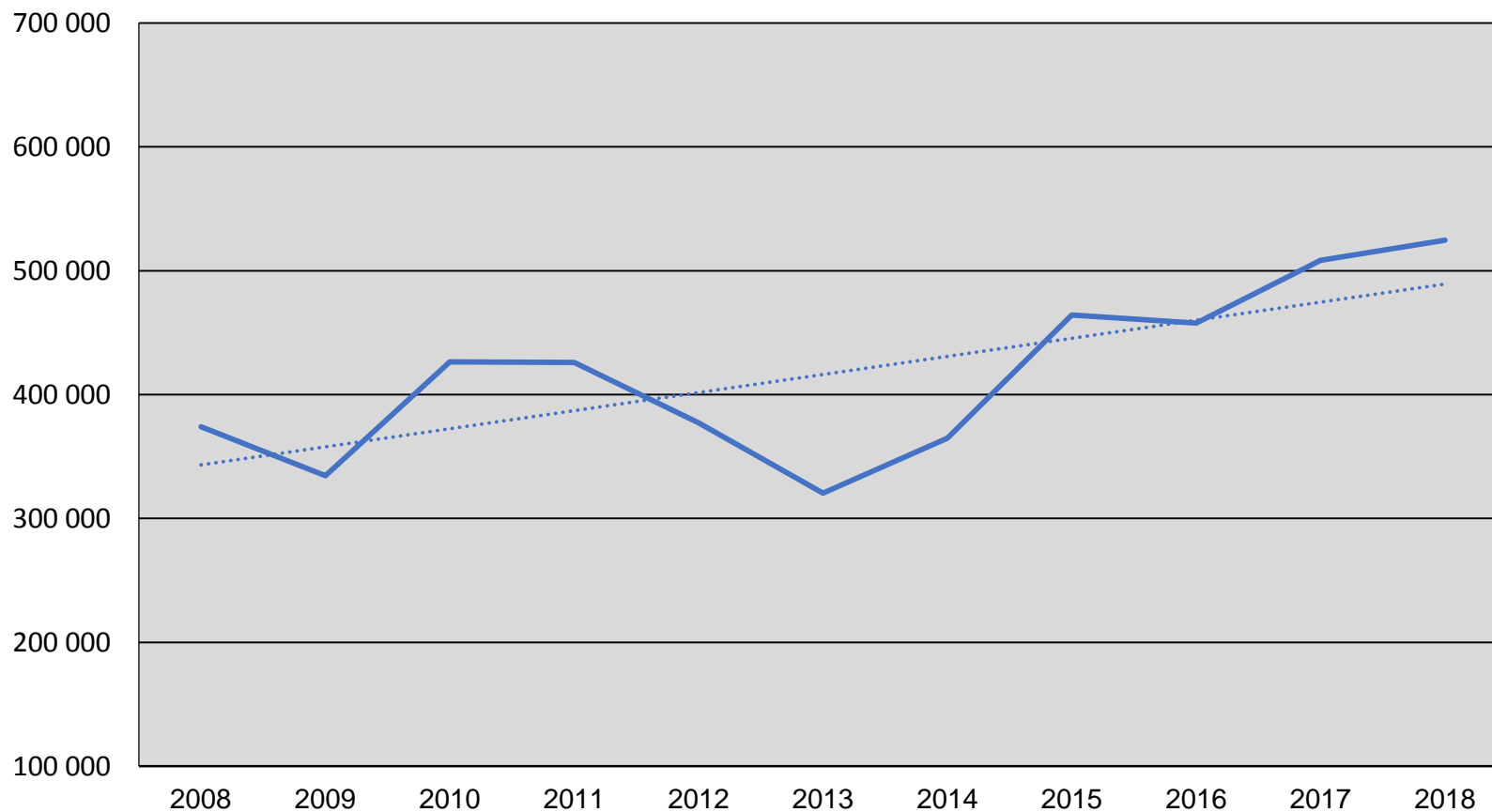
Les dotations correspondent à la compensation financière des compétences de l'Etat transférées aux collectivités locales.



La dotation globale de fonctionnement regroupe la dotation forfaitaire, la dotation de solidarité urbaine et la dotation nationale de péréquation

## PRODUIT DES DROITS DE MUTATION ET D'ENREGISTREMENT

Une recette variable liée à la conjoncture économique et transactions immobilières



# **LA SECTION DE FONCTIONNEMENT**

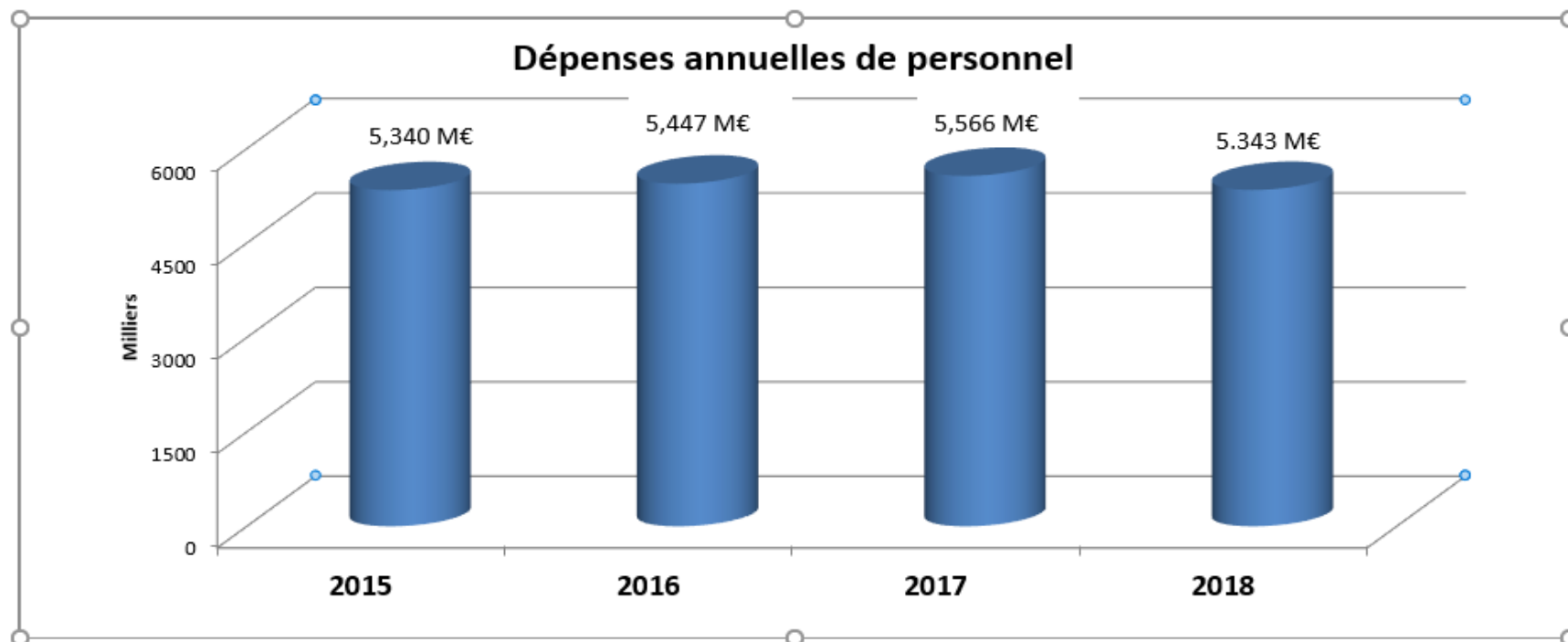
## **Les dépenses de fonctionnement**

**10,1 M€**

## LES DÉPENSES DE PERSONNEL

### A. Section de fonctionnement : les charges de personnel

Les dépenses de personnel constituent le premier poste de dépense de la collectivité. La maîtrise permanente de leur évolution constitue un enjeu majeur.



	2015	2016	2017	2018
Frais de personnel (chapitre 012)	5 340 337	5 447 341	5 566 690	5 343 491

Entre 2017 et 2018, les dépenses de personnel enregistrent une baisse de 3,83 %, contrairement aux évolutions des années antérieures.

## LES DÉPENSES DE PERSONNEL

Entre 2017 et 2018 la baisse qui s'explique par :

- ✓ UNEDIC 1% suppression de la cotisation
  - ✓ Maladie : 11,5 à 9,88 %
  - ✓ Aux départs à la retraite non remplacés, des congés parentaux et des demandes de mise en disponibilité
- 
- Augmentation du SMIC au 1<sup>er</sup> janvier 2018 : 9,76 € à 9,88 €
  - Taux accidents du travail et des maladies professionnelles régime général au 1<sup>er</sup> janvier 2018 : 2,59 % à 3,33 %
  - Cotisation maladie régime général au 1<sup>er</sup> janvier 2018 : 12,89 % à 13 %.
  - La mise en œuvre de mesures gouvernementales et notamment l'accord PPCR (parcours professionnel des carrières et des rémunérations) :

Cette mesure prévoit la réorganisation des carrières à compter du 01/01/2017 pour l'ensemble des cadres d'emplois. La refonte des grilles indiciaires avec la revalorisation des indices jusqu'au 1er janvier 2020 en fonction de la catégorie statutaire (A, B ou C) et selon le cadre d'emplois. En contrepartie de ces points d'indices majorés supplémentaires, il sera appliqué aux fonctionnaires un abattement sur tout ou partie des indemnités.

La création d'une cadence unique d'avancement d'échelon entraînant la suppression des « anciennes modalités » (minimum/intermédiaire/maximum) pour l'ensemble des cadres d'emplois.

Evolution des effectifs	Janvier 2015		Janvier 2016		Janvier 2017		Janvier 2018	
	Nombre	ETP	Nombre	ETP	Nombre	ETP	Nombre	ETP
Titulaires	150	135,39	155	137,74	150	133,3	144	127,9
Non titulaires	10	5,56	12	5,27	18	8,2	32	16,49
Contrats de droit privé	31	23,07	33	26,36	37	28,13	16	12,53

## LES DEPENSES DE PERSONNEL

### B. Evolution et perspective pour l'année 2019

En 2019, la politique de recrutement-remplacements sera déclinée à l'identique que sur 2018. Des secteurs prioritaires seront définis et les départs en retraite et/ou les demandes de remplacements feront l'objet d'une étude attentive.

Évolution des effectifs prévisionnels :

Evolution des effectifs	Effectifs rémunérés au 1 <sup>er</sup> Janvier 2019		Effectifs prévisionnel rémunérés au 31 décembre 2019	
	Nombre	ETP	Nombre	ETP
Titulaires	142	127,69	140	125,66
Non titulaires	13	11,06	13	11,04
Contrats de droit privé	11	7,97	12	8,97

Les frais de personnel 2019 subiront des augmentations incompressibles liés à :

- Mise en œuvre des nouveaux contrats aidés « Parcours Emploi Compétences » avec des subventions de l'Etat à la baisse.
- La poursuite de la mise en œuvre de l'accord PPCR
- Augmentation du SMIC au 1<sup>er</sup> janvier 2019 : 9,88 € à 10,03 €
- Taux accidents du travail et des maladies professionnelles régime général au 1<sup>er</sup> janvier 2019 : de 3,33 % à 4,33 %
- La mise en œuvre du nouveau régime indemnitaire (RIFSEEP)

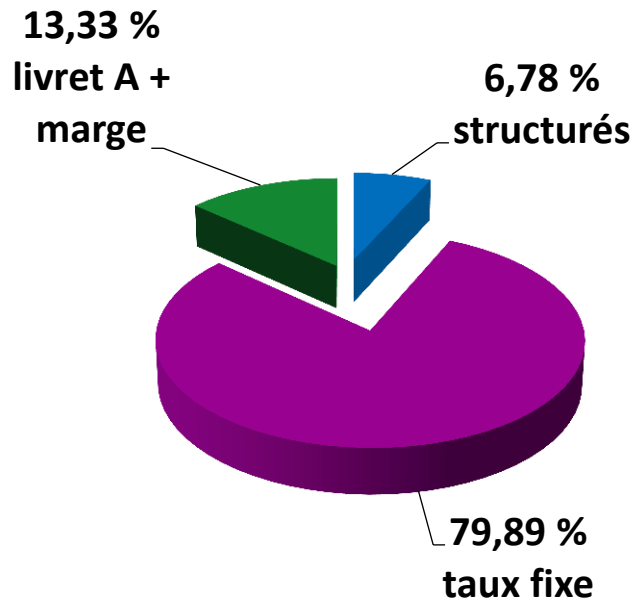
# LA SECTION D'INVESTISSEMENT

## Appréhender la dette

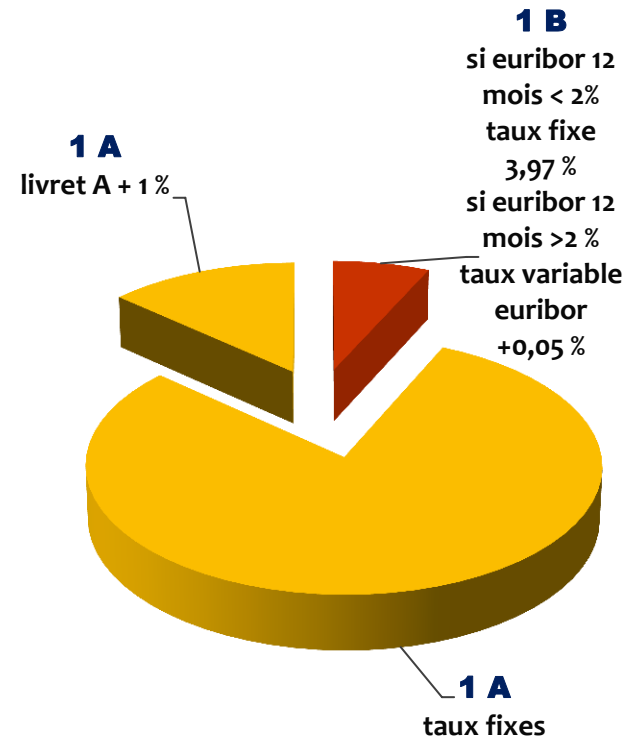
6,21 M€ début 2018

Taux moyen : 2,97 %

Structure de taux



Classification charte Gissler



# SITUATION PLURIANNUELLE DE L'ENDETTEMENT DE LA VILLE DE PERNES LES FONTAINES

## Capital des emprunts restant dus au 1er janvier

N°	Objet	Prêteur	Capital initial	taux	%	Durée	Date fin	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
E285	Emprunt globalisé 2000	Crédit Agricole	457 347,05	Fixe	5,85%	20 A	10/01/2020	103 828,80	71 199,16	36 628,07				
E289	Emprunt 3ème groupe scolaire début 2002	Caisse d'Épargne	762 245,00	Fixe	5,15%	20 A	25/05/2025	267 080,29	218 890,08	168 218,08	114 936,47	58 910,86		
E291	Globalisé investissements 2002	Société Générale	600 000,00	Fixe	5,31%	20 A	30/07/2022	212 977,47	174 725,75	134 415,91	91 937,20	47 172,92		
E293	Globalisé investissements 2002/03	CFFL - Dexia CLF	450 000,00	Fixe	4,89%	20 A	01/04/2023	182 214,05	155 351,18	127 174,71	97 620,41	66 620,91	34 105,53	
E294	Globalisé investissements 2004	CFFL - Dexia CLF	500 000,00	Fixe	3,96%	20 A	01/12/2024	221 039,79	193 070,39	163 976,84	133 713,97	102 234,77	69 490,37	35 429,91
E296	Emprunt de refinancement structuré	CFFL - Dexia CLF	2 480 797,83	∨	Euribor+0,05 %	15 A	10/08/2020	619 194,07	420 836,14	214 543,89				
E297	Globalisé investissements 2005	Crédit Agricole	350 000,00	Fixe	3,53%	20 A	25/10/2025	169 528,17	150 819,24	131 449,89	111 396,80	90 635,84	69 142,02	46 889,46
E299	Créance du SIER consécutif à la sortie	SIER	472 021,85	Fixe	2,937%	15 A	05/03/2022	180 582,94	146 526,64	111 470,01	75 383,66	38 237,34		
E300	Aménagement des locaux de l'Espace Jeunesse	CAF	10 364,00	Fixe	0%	10 A	01/10/2019	2 072,80	1 036,40					
E301	Emprunt réaménagement du n°286	Caisse d'Épargne	302 452,65	Fixe	4,30%	20 A	25/12/2020	93 746,28	63 824,17	32 594,52				
E302	Rente viagère pour acquisition maison 12 Place Reboul	M. et Mme Bourges	130 000,00	Fixe	0%	311 M	01/12/2036	95 296,87	90 279,55	85 262,23	80 244,91	75 227,59	70 210,27	65 192,95
E303	Avenant au contrat initial des Sorgues du Comtat	Société Générale	802 472,77	Fixe	4,61%	30 A	18/11/2034	649 795,06	623 781,03	596 567,76	568 099,95	538 319,78	507 166,74	474 577,55
E305	Avenant au contrat initial des Sorgues du Comtat	Crédit Agricole	69 160,00	∨	TAM+0,08%	12 A	15/05/2018	11 250,00						
E308	Financement de la Maison des Associations	Caisse d'Épargne	541 830,00	Fixe	3,90%	15 A	25/06/2027	378 607,63	345 002,91	310 068,31	273 751,22	235 996,90	196 748,49	155 946,87
E309	Rente viagère pour acquisition maison 96 rue Brancas	M. Dugas	160 000,00	Fixe	0%	160 M	01/03/2025	87 000,00	75 000,00	63 000,00	51 000,00	39 000,00	27 000,00	15 000,00
E310	Globalisé investissements 2012-2013	Caisse des Dépôts	900 000,00	Fixe	3,95%	15 A	01/12/2027	655 890,77	601 134,22	544 214,78	485 047,02	423 542,14	359 607,81	293 148,08
E311	Rente Viagère pour acquisition maison 181 rue Raspail	M. et Mme Boutefroy	850 000,00	Fixe	0%	200 M	10/02/2030	438 000,00	402 000,00	366 000,00	330 000,00	294 000,00	258 000,00	222 000,00
E312	Globalisé investissements 2013-2014	Caisse des Dépôts	1 000 000,00	∨	Livret A+1%	20 A	01/11/2034	872 139,32	827 646,06	782 374,17	736 310,02	689 439,75	641 749,25	593 224,16
E313	Financement des travaux de l'ancienne gare	Caisse d'Épargne	664 000,00	Fixe	2,88%	25 A	23/12/2039	607 099,31	587 017,51	566 351,08	545 082,99	523 195,73	500 671,27	477 491,07
E314	Globalisé investissements 2015	Banque Postale	1 000 000,00	Fixe	1,73%	20 A	01/07/2035	903 952,02	860 051,81	815 387,18	769 944,82	723 711,20	676 672,54	628 814,82
E315	Globalisé investissements 2018/2019	Crédit Agricole	1 000 000,00	Fixe	1,54%	20 A	15/12/2027		200 000,00	956 962,17	913 257,72	868 876,33	823 807,50	778 040,60
S1	Financement prospectif 2019 des logements de la Poste	Caisse des Dépôts	276 330,00	∨	Livret A +0,60%	40 A	31/07/2059			275 022,72	269 749,55	264 405,19	258 988,69	253 499,06
S2	Emprunt prospectif 2019 pour financement opérations fin 2018	Banque	123 670,00	Fixe	1,80%	20 A	07/08/2039			123 670,00	118 478,00	113 192,54	107 811,95	102 334,50
							<b>CRD au 1/01 :</b>	<b>6 751 295,64</b>	<b>6 208 192,24</b>	<b>6 605 352,32</b>	<b>5 765 954,71</b>	<b>5 192 719,79</b>	<b>4 601 172,43</b>	<b>4 141 589,03</b>

## SITUATION PLURIMODALE DU REMBOURSEMENT DES INTÉRÊTS DES EMPRUNTS

N°	Objet	Prêteur	Capital initial	taux	%	Durée	Date fin	Capital initial	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
E285	Emprunt globalisé 2000	Crédit Agricole	457 347,05	Fixe	5,85%	20 A	10/01/2020	457 347,05	6 177,81	4 236,36	2 179,38				
E289	Emprunt 3ème groupe scolaire début 2002	Caisse d'Épargne	762 245,00	Fixe	5,15%	20 A	25/05/2025	762 245,00	13 754,63	11 272,84	8 663,23	5 919,23	3 033,91		
E291	Globalisé investissements 2002	Société Générale	600 000,00	Fixe	5,31%	20 A	30/07/2022	600 000,00	10 807,96	8 749,84	6 580,97	4 295,40	1 886,76		
E293	Globalisé investissements 2002/03	CFFL - Dexia CLF	450 000,00	Fixe	4,89%	20 A	01/04/2023	450 000,00	8 910,27	7 596,67	6 218,84	4 773,64	3 257,76	1 667,76	
E294	Globalisé investissements 2004	CFFL - Dexia CLF	500 000,00	Fixe	3,96%	20 A	01/12/2024	500 000,00	8 341,24	7 217,09	6 047,77	4 831,44	3 566,24	2 250,18	880,73
E296	Emprunt de refinancement structuré	CFFL - Dexia CLF	2 480 797,83	v	Euribor+0,05 %	15 A	10/08/2020	2 480 797,83	24 923,42	16 939,24	8 635,69				
E297	Globalisé investissements 2005	Crédit Agricole	350 000,00	Fixe	3,53%	20 A	25/10/2025	350 000,00	5 984,34	5 323,92	4 640,18	3 932,30	3 199,44	2 440,71	1 655,20
E299	Créance du SIER consécutive à la sortie	SIER	472 021,85	Fixe	2,937%	15 A	05/03/2022	472 021,85	5 304,38	4 304,05	3 274,33	2 214,36	1 123,37		
E300	Aménagement des locaux de l'Espace Jeunesse	CAF	10 364,00	Fixe	0%	10 A	01/10/2019	10 364,00							
E301	Emprunt réaménagement du n°286	Caisse d'Épargne	302 452,65	Fixe	4,30%	20 A	25/12/2020	302 452,65	3 552,89	2 245,35	880,48				
E302	Rente viagère pour acquisition maison 12 Place Reboul	M. et Mme Bourges	130 000,00	Fixe	0%	311 M	01/12/2036	130 000,00							
E303	Avenant au contrat initial des Sorgues du Comtat	Société Générale	802 472,77	Fixe	4,61%	30 A	18/11/2034	802 472,77	29 955,55	28 756,31	27 501,77	26 189,41	24 816,54	23 380,39	21 878,03
E305	Avenant au contrat initial des Sorgues du Comtat	Crédit Agricole	69 160,00	v	TAM+0,08%	12 A	15/05/2018	69 160,00							
E308	Financement de la Maison des Associations	Caisse d'Épargne	541 830,00	Fixe	3,90%	15 A	25/06/2027	541 830,00	14 278,20	12 948,32	11 565,83	10 128,60	8 634,51	7 081,30	5 466,60
E309	Rente viagère pour acquisition maison 96 rue Brancas	M. Dugas	160 000,00	Fixe	0%	160 M	01/03/2025	160 000,00							
E310	Globalisé investissements 2012-2013	Caisse des Dépôts	900 000,00	Fixe	3,95%	15 A	01/12/2027	900 000,00	25 907,69	23 744,80	21 496,48	19 159,36	16 729,91	14 204,51	11 579,35
E311	Rente Viagère pour acquisition maison 181 rue Raspail	M. et Mme Boutefoy	850 000,00	Fixe	0%	200 M	10/02/2030	850 000,00							
E312	Globalisé investissements 2013-2014	Caisse des Dépôts	1 000 000,00	v	Livret A+1%	20 A	01/11/2034	1 000 000,00	15 262,44	14 483,81	13 691,55	12 885,43	12 065,20	11 230,61	10 381,42
E313	Financement des travaux de l'ancienne gare	Caisse d'Épargne	664 000,00	Fixe	2,88%	25 A	23/12/2039	664 000,00	17 268,88	16 684,25	16 082,59	15 463,42	14 826,22	14 170,48	13 495,65
E314	Globalisé investissements 2015	Banque Postale	1 000 000,00	Fixe	1,73%	20 A	01/07/2035	1 000 000,00	15 354,59	14 590,17	13 812,44	13 021,18	12 216,14	11 397,08	10 563,74
E315	Globalisé investissements 2018/2019	Crédit Agricole	1 000 000,00	Fixe	1,54%	20 A	15/12/2027	1 000 000,00		13 124,58	14 485,63	13 808,69	13 121,25	12 423,18	11 714,29
S1	Financement prospectif 2019 des logements de la Poste	Caisse des Dépôts	276 330,00	v	Livret A+0,60%	40 A	31/07/2059	276 330,00		927,93	3 667,67	3 596,48	3 524,34	3 451,21	3 377,09
S2	Emprunt prospectif 2019 pour financement opérations fin 2018	Banque	123 670,00	Fixe	1,80%	20 A	07/08/2039				2 226,06	2 132,60	2 037,47	1 940,62	1 842,02
									205 784,29	193 145,53	171 650,89	142 351,54	124 039,06	105 638,03	92 834,12

# SITUATION PLURIANNUELLE DU REMBOURSEMENT EN CAPITAL DES EMPRUNTS

REÇU EN PREFECTURE  
Le 06/05/2019  
Application agréée E.legitime.com  
99\_DE-084-218400885-20190506-DE\_21032019

N°	Objet	Prêteur	Capital initial	taux	%	Durée	Date fin	Capital initial	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
E285	Emprunt globalisé 2000	Crédit Agricole	457 347,05	Fixe	5,85%	20 A	10/01/2020	457 347,05	32 629,64	34 571,09	36 628,07				
E289	Emprunt 3ème groupe scolaire début 2002	Caisse d'Épargne	762 245,00	Fixe	5,15%	20 A	25/05/2025	762 245,00	48 190,21	50 672,00	53 281,61	56 025,61	58 910,86		
E291	Globalisé investissements 2002	Société Générale	600 000,00	Fixe	5,31%	20 A	30/07/2022	600 000,00	38 251,72	40 309,84	42 478,71	44 764,28	47 172,92		
E293	Globalisé investissements 2002/03	CFFL - Dexia CLF	450 000,00	Fixe	4,89%	20 A	01/04/2023	450 000,00	26 862,87	28 176,47	29 554,30	30 999,50	32 515,38	34 105,53	
E294	Globalisé investissements 2004	CFFL - Dexia CLF	500 000,00	Fixe	3,96%	20 A	01/12/2024	500 000,00	27 969,40	29 093,55	30 262,87	31 479,20	32 744,40	34 060,46	35 429,91
E296	Emprunt de refinancement structuré	CFFL - Dexia CLF	2 480 797,83	√	Euribor+0,05 %	15 A	10/08/2020	2 480 797,83	198 357,93	206 292,25	214 543,89				
E297	Globalisé investissements 2005	Crédit Agricole	350 000,00	Fixe	3,53%	20 A	25/10/2025	350 000,00	18 708,93	19 369,35	20 053,09	20 760,96	21 493,82	22 252,56	23 038,07
E299	Créance du SIER consécutive à la sortie	SIER	472 021,85	Fixe	2,937%	15 A	05/03/2022	472 021,85	34 056,30	35 056,63	36 086,35	37 146,32	38 237,34		
E300	Aménagement des locaux de l'Espace Jeunesse	CAF	10 364,00	Fixe	0%	10 A	01/10/2019	10 364,00	1 036,40	1 036,40					
E301	Emprunt réaménagement du n°286	Caisse d'Épargne	302 452,65	Fixe	4,30%	20 A	25/12/2020	302 452,65	29 922,11	31 229,65	32 594,52				
E302	Rente viagère pour acquisition maison 12 Place Reboul	M. et Mme Bourges	130 000,00	Fixe	0%	311 M	01/12/2036	130 000,00	5 017,32	5 017,32	5 017,32	5 017,32	5 017,32	5 017,32	5 017,32
E303	Avenant au contrat initial des Sorgues du Comtat	Société Générale	802 472,77	Fixe	4,61%	30 A	18/11/2034	802 472,77	26 014,03	27 213,27	28 467,81	29 780,17	31 153,04	32 589,19	34 091,55
E305	Avenant au contrat initial des Sorgues du Comtat	Crédit Agricole	69 160,00	√	TAM+0,08%	12 A	15/05/2018	69 160,00	11 250,00						
E308	Financement de la Maison des Associations	Caisse d'Épargne	541 830,00	Fixe	3,90%	15 A	25/06/2027	541 830,00	33 604,72	34 934,60	36 317,09	37 754,32	39 248,41	40 801,62	42 416,32
E309	Rente viagère pour acquisition maison 96 rue Brancas	M. Dugas	160 000,00	Fixe	0%	160 M	01/03/2025	160 000,00	12 000,00	12 000,00	12 000,00	12 000,00	12 000,00	12 000,00	12 000,00
E310	Globalisé investissements 2012-2013	Caisse des Dépôts	900 000,00	Fixe	3,95%	15 A	01/12/2027	900 000,00	54 756,55	56 919,44	59 167,76	61 504,88	63 934,33	66 459,73	69 084,89
E311	Rente Viagère pour acquisition maison 181 rue Raspail	M. et Mme Boutefroy	850 000,00	Fixe	0%	200 M	10/02/2030	850 000,00	36 000,00	36 000,00	36 000,00	36 000,00	36 000,00	36 000,00	36 000,00
E312	Globalisé investissements 2013-2014	Caisse des Dépôts	1 000 000,00	√	Livret A+1%	20 A	01/11/2034	1 000 000,00	44 493,26	45 271,89	46 064,15	46 870,27	47 690,50	48 525,09	49 374,28
E313	Financement des travaux de l'ancienne gare	Caisse d'Épargne	664 000,00	Fixe	2,88%	25 A	23/12/2039	664 000,00	20 081,80	20 666,43	21 268,09	21 887,26	22 524,46	23 180,20	23 855,03
E314	Globalisé investissements 2015	Banque Postale	1 000 000,00	Fixe	1,73%	20 A	01/07/2035	1 000 000,00	43 900,21	44 664,63	45 442,36	46 233,62	47 038,66	47 857,72	48 691,06
E315	Globalisé investissements 2018/2019	Crédit Agricole	1 000 000,00	Fixe	1,54%	20 A	15/12/2027	1 000 000,00		43 037,83	43 704,45	44 381,39	45 068,83	45 766,90	46 475,79
S1	Financement prospectif 2019 des logements de la Poste	Caisse des Dépôts	276 330,00	√	Livret A+0,60%	40 A	31/07/2059	276 330,00		1 307,28	5 273,17	5 344,36	5 416,50	5 489,63	5 563,75
S2	Emprunt prospectif 2019 pour financement opérations fin 2018	Banque	123 670,00	Fixe	1,80%	20 A	07/08/2039				5 192,00	5 285,46	5 380,59	5 477,44	5 576,04
									743 103,40	802 839,92	839 397,61	573 234,92	591 547,36	459 583,39	436 614,01

REÇU EN PREFECTURE

# SITUATION BIEN ANNUELLE DES ANNUITÉS D'EMPRUNTS

Le 06/05/2019  
Application agréée E-legalite.com  
99\_DE-084-21840885-20190506-DE\_21032019

N°	Objet	Prêteur	Capital initial	taux	%	Durée	Date fin	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
E285	Emprunt globalisé 2000	Crédit Agricole	457 347,05	Fixe	5,85%	20 A	10/01/2020	38 807,45	38 807,45	38 807,45				
E289	Emprunt 3ème groupe scolaire début 2002	Caisse d'Épargne	762 245,00	Fixe	5,15%	20 A	25/05/2025	61 944,84	61 944,84	61 944,84	61 944,84	61 944,77		
E291	Globalisé investissements 2002	Société Générale	600 000,00	Fixe	5,31%	20 A	30/07/2022	49 059,68	49 059,68	49 059,68	49 059,68	49 059,68		
E293	Globalisé investissements 2002/03	CFFL - Dexia CLF	450 000,00	Fixe	4,89%	20 A	01/04/2023	35 773,14	35 773,14	35 773,14	35 773,14	35 773,14	35 773,29	
E294	Globalisé investissements 2004	CFFL - Dexia CLF	500 000,00	Fixe	3,96%	20 A	01/12/2024	36 310,64	36 310,64	36 310,64	36 310,64	36 310,64	36 310,64	36 310,64
E296	Emprunt de refinancement structuré	CFFL - Dexia CLF	2 480 797,83	√	Euribor+0,05 %	15 A	10/08/2020	223 281,35	223 231,49	223 179,58				
E297	Globalisé investissements 2005	Crédit Agricole	350 000,00	Fixe	3,53%	20 A	25/10/2025	24 693,27	24 693,27	24 693,27	24 693,27	24 693,27	24 693,27	24 693,27
E299	Créance du SIER consécutive à la sortie	SIER	472 021,85	Fixe	2,937%	15 A	05/03/2022	39 360,68	39 360,68	39 360,68	39 360,68	39 360,71		
E300	Aménagement des locaux de l'Espace Jeunesse	CAF	10 364,00	Fixe	0%	10 A	01/10/2019	1 036,40	1 036,40					
E301	Emprunt réaménagement du n°286	Caisse d'Épargne	302 452,65	Fixe	4,30%	20 A	25/12/2020	33 475,00	33 475,00	33 475,00				
E302	Rente viagère pour acquisition maison 12 Place Reboul	M. et Mme Bourges	130 000,00	Fixe	0%	311 M	01/12/2036	5 017,32	5 017,32	5 017,32	5 017,32	5 017,32	5 017,32	5 017,32
E303	Avenant au contrat initial des Sorgues du Comtat	Société Générale	802 472,77	Fixe	4,61%	30 A	18/11/2034	55 969,58	55 969,58	55 969,58	55 969,58	55 969,58	55 969,58	55 969,58
E305	Avenant au contrat initial des Sorgues du Comtat	Crédit Agricole	69 160,00	√	TAM+0,08%	12 A	15/05/2018	11 250,00						
E308	Financement de la Maison des Associations	Caisse d'Épargne	541 830,00	Fixe	3,90%	15 A	25/06/2027	47 882,92	47 882,92	47 882,92	47 882,92	47 882,92	47 882,92	47 882,92
E309	Rente viagère pour acquisition maison 96 rue Brancas	M. Dugas	160 000,00	Fixe	0%	160 M	01/03/2025	12 000,00	12 000,00	12 000,00	12 000,00	12 000,00	12 000,00	12 000,00
E310	Globalisé investissements 2012-2013	Caisse des Dépôts	900 000,00	Fixe	3,95%	15 A	01/12/2027	80 664,24	80 664,24	80 664,24	80 664,24	80 664,24	80 664,24	80 664,24
E311	Rente Viagère pour acquisition maison 181 rue Raspail	M. et Mme Boufroy	850 000,00	Fixe	0%	200 M	10/02/2030	36 000,00	36 000,00	36 000,00	36 000,00	36 000,00	36 000,00	36 000,00
E312	Globalisé investissements 2013-2014	Caisse des Dépôts	1 000 000,00	√	Livret A+1%	20 A	01/11/2034	59 755,70	59 755,70	59 755,70	59 755,70	59 755,70	59 755,70	59 755,70
E313	Financement des travaux de l'ancienne gare	Caisse d'Épargne	664 000,00	Fixe	2,88%	25 A	23/12/2039	37 350,68	37 350,68	37 350,68	37 350,68	37 350,68	37 350,68	37 350,68
E314	Globalisé investissements 2015	Banque Postale	1 000 000,00	Fixe	1,73%	20 A	01/07/2035	59 254,80	59 254,80	59 254,80	59 254,80	59 254,80	59 254,80	59 254,80
E315	Globalisé investissements 2018/2019	Crédit Agricole	1 000 000,00	Fixe	1,54%	20 A	15/12/2027		56 162,41	58 190,08	58 190,08	58 190,08	58 190,08	58 190,08
S1	Financement prospectif 2019 des logements de la Poste	Caisse des Dépôts	276 330,00	√	Livret A +0,60%	40 A	31/07/2059		2 235,21	8 940,84	8 940,84	8 940,84	8 940,84	8 940,84
S2	Emprunt prospectif 2019 pour financement opérations fin 2018	Banque	123 670,00	Fixe	1,80%	20 A	07/08/2039			7 418,06	7 418,06	7 418,06	7 418,06	7 418,06
								948 887,69	995 985,45	1 011 048,50	715 586,47	715 586,43	565 221,42	529 448,13

# Prospectives pour 2019 et enjeux budgétaires

- L'exercice 2019 s'inscrit de nouveau dans la continuité des précédents où d'importantes contraintes financières pèsent sur son équilibre. Les perspectives d'évolution indiquent un accroissement des dépenses plus rapide que celui des recettes, favorisant l'effet ciseau en section de fonctionnement. Le budget devra absorber les efforts imposés par l'Etat, dont les incidences sur la capacité d'autofinancement et d'investissement sont directes.
- CAF : parvenir à dégager un certain niveau d'épargne (indicateur de la santé financière pour les établissements bancaires prêteurs)
- Fiscalité : quelle évolution des taux communaux ? (choix déterminant pour la CAF)
- Maintenir le niveau d'épargne de gestion de la section de fonctionnement :
  - Optimisation des recettes (politique tarifaire, pas d'abattements, montants des cessions,...)
  - Maîtrise des dépenses tout en préservant la qualité du service rendu à la population
- Recourir à l'endettement pour financer les opérations lancées

# PROCES VERBAUX BUDGÉTAIRES POUR 2019

## ÉVOLUTIONS DES CHAPITRES DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES		RECETTES	
Charges à caractère général	évolution prévisionnelle < 2 %	excédent antérieur reporté	1 913 €
	soit < + 48 000 €		
Charges de personnel	évolution prévisionnelle < 1 %	Produits des services	stabilité
	soit < + 53 500 €	Produits des contributions directes	notification des bases attendue ( + 107 000 € à minima )
Prélèvement loi SRU	+ 145 008 €	Compensations	baisse prudentielle
		Taxe additionnelle aux droits de mutat <sup>o</sup> et enregistrement	stabilité
FPIC	notification attendue		
Contributions aux organismes de regroupement		Dotations	DGF : - 40 600 € (estimation)
			DSU : - 99 425 €
Contingents	SDIS : + 3 150 €		DNP : - ?? €
Subventions de fonct <sup>o</sup>	CCAS : - 10 000 €	Participations de l'Etat sur les emplois aidés	Baisse prévisionnelle : - 42 000 €
	A définir		
		Revenus des immeubles	Baisse prévisionnelle : - 15 000 €
Remboursement de la dette	Intérêts : - 12 638 €	Produits exceptionnels	
	Capital : + 59 740 €		- 40 000 € prudentiels (au 13/03)

# LA SECTION D'INVESTISSEMENT

## Les dépenses d'équipement

**1,3 M€ en 2016 ; 1,5 M€ en 2017 ; 1,8 M€ 2018**



<b>Investissements engagés</b>	<b>de 2018</b>
<p><b>Restes à réaliser en dépenses d'équipement</b></p> <p><b>dont Bibliothèque des Valayans</b></p> <p style="padding-left: 20px;"><b>Bâtiment 2 place de la mairie (CCAS et foyer 3<sup>ème</sup> âge)</b></p> <p style="padding-left: 20px;"><b>Centre médical des Valayans</b></p> <p style="padding-left: 20px;"><b>Immeuble 30 place Aristide Briand</b></p> <p style="padding-left: 20px;"><b>Fablab</b></p> <p style="padding-left: 20px;"><b>Travaux en cours à l'hôtel de ville pour la 1<sup>ère</sup> tranche</b></p> <p style="padding-left: 20px;"><b>Aire de camping cars</b></p> <p style="padding-left: 20px;"><b>Achats de terrains</b></p> <p style="padding-left: 20px;"><b>Réfection court de tennis</b></p> <p style="padding-left: 20px;"><b>Aménagement du nouveau local des tennis municipaux</b></p>	<b>2 168 367 €</b>
<b>Investissements projetés</b>	<b>en 2019</b>
<b>Subventions d'équipement pour la réalisation d'opérations de logements sociaux</b>	<b>Avenue René Char, rues Victor Hugo et de la Condamine</b>
<b>Acquisition maison 15 rue de Brancas</b>	
<b>Aménagement du local 53 rue de la Condamine</b>	
<b>Hôtel de ville – inscription d'une 2<sup>nde</sup> tranche de travaux pour continuité de l'opération</b>	
<b>AMO pour projet de réhabilitation et d'extension de la crèche</b>	

## **RECETTES D'INVESTISSEMENT, EN FINANCEMENT DES CHOIX RETENUS POUR LES DÉPENSES**

<b>Fonds de Compensation de la TVA :</b>	<b>199 000 €</b>
<b>Produit des taxes d'urbanisme (taxe aménagement) :</b> <i>(niveau moyen sur 2 ans)</i>	<b>220 000 € ?</b>
<b>DET R 2019 demandée pour l'aménagement de la bibliothèque des Valayans</b>	<b>38 500 € ?</b>
<b>FNADT 2019 demandé pour l'aménagement de la bibliothèque des Valayans</b>	<b>15 400 € ?</b>
<b>Produit des amendes de police : environ</b>	<b>30 000 €</b>
<b>Contractualisation 2019 avec le Département</b>	<b>89 000 € ?</b>
<b>Subvention DDT pour logements sociaux au 30 place A. Briand</b>	<b>44 000 €</b>
<b>Subvention DRAC pour quote-part des travaux de l'hôtel de ville 2<sup>nde</sup> T</b>	<b>264 000 €</b>
<b>FRAT 2019 pour les travaux de l'hôtel de ville</b>	<b>150 000 € ?</b>
<b>Recherche active des subventions, dont les allocations se sont raréfiées</b>	
<b>Part d'autofinancement à définir</b>	
<b>Recours à l'emprunt pour le besoin de financement restant</b>	

# **BUDGET ANNEXE**

## **CAMPING MUNICIPAL LES COUCOURELLES**

**Compte administratif 2018 : excédent cumulé limité à 221,44€**

### **Contraintes budgétaires et objectifs 2019 :**

**L'équilibre budgétaire est précaire. Il est fortement lié à la fréquentation de la période estivale, aux conditions météo et aux dépenses annuelles d'entretien des équipements**

**Les tarifs sont actualisés périodiquement**